Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 115° — Numero 57

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA ROMA - Venerdì, 1° marzo 1974 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI — TELEFONO 6540139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO — LIBRERIA DELLO STATO — PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 — 00100 ROMA — CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI

Annuo L. 21.000 - Semestrale L. 11.000 - Trimestrale L. 6.000 - Un fascicolo L. 100 - Supplementi ordinari: L. 100 per ogni sedicesimo o frazione di esso - Fascicoli di annate arretrate: il doppio.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)

Annuo L. 16.000 - Semestrale L. 9.000 - Trimestrale L. 5.000 - Un fascicolo L. 90 - Fascicoli di annate arretrate: il doppio.

Per l'ESTERO i prezzi di abbonamento sono il doppio di quelli indicati per l'interno

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato
I fascicoli disguidati devono essere richiesti all'Amministrazione entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero del Tesoro) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r; GENOVA, via XII Ottobre, 172/r (Piccapietra); BOLOGNA, Strada Maggiore, 23/A e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di provincia. Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico dello Stato — Libreria dello Stato — Piazza Verdi, 10 — 00100 Roma, versando l'importo maggiorato delle spese di spedizione a mezzo del c/c postale 1/2640. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono in Roma (Ufficio Inserzioni — Via XX Settembre — Palazzo del Ministero del Tesoro). Le agenzie di Milano, Napoli, Firenze, Genova e Bologna possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1973

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

REGIONI

SUPPLEMENTI ORDINARI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 12 dicembre 1973, n. **1024**.

Ratifica ed esecuzione della convenzione sulla conservazione delle risorse biologiche dell'Atlantico sud orientale, adottata a Roma il 23 ottobre 1969.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione sulla conservazione delle risorse biologiche dell'Atlantico sud orientale, adottata a Roma il 23 ottobre 1969.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente, a decorrere dalla sua entrata in vigore, in conformità all'articolo 18 della convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 12 dicembre 1973

LEONE

RUMOR — MORO — PIERACCINI

Visto, *il Guardasigilli*: ZAGARI

CONVENTION SUR LA CONSERVATION DES RESSOURCES BIOLOGIQUES DE L'ATLANTIQUE SUD-EST

PRÉAMBULE.

Les Gouvernements des Etats parties à la présente convention, considérant l'intérêt que présentent pour eux les ressources biologiques de l'Atlantique sud-est et désireux de coopérer au maintien et à l'exploitation rationnelle de ces ressources, sont convenus de ce qui suit:

Article I

1. La zone à laquelle s'applique la présente convention, ci-après dénommée « zone de la convention », comprend toutes les eaux dont le périmètre est délimité comme suit:

Une ligne partant d'un point situé par 6°04'36" de latitude sud et 12°19'48" de longitude est et suivant une direction nord-ouest le long d'une ligne de rhumb jusqu'au point d'intersection du 12ème méridien est et du 6ème parallèle sud, puis se dirigeant plein ouest le long de ce parallèle jusqu'au 20ème méridien ouest, puis plein sud le long de ce méridien jusqu'au 50ème parallèle sud, puis plein est le long de ce parallèle jusqu'au 40ème méridien est, puis plein nord le long de ce méridien jusqu'à la côte du continent africain, puis à l'ouest le long de cette côte jusqu'au point de départ.

2. La limite est, située sur le 40ème méridien est, sera revue si une convention pour la conservation des ressources biologiques de la mer s'appliquant à une zone immédiatement adjacente à cette limite devait être établie.

Article II

Aucune disposition de la présente convention ne peut être considérée comme portant atteinte aux droits, revendications ou points de vue de toute Partie contractante concernant la limite de la mer territoriale ou l'étendue de la juridiction en matière de pêche, conformément au droit international.

Article III

La présente convention s'applique à toutes les ressources ichtyologiques et autres ressources biologiques de la zone de la convention, à l'exception des ressources qui peuvent être exclues en vertu d'arrangements ou d'accords conclus par la Commission, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article XI de la présente convention.

Article IV

Les Parties contractantes conviennent de créer une Commission et d'en assurer le maintien; cette Commission sera désignée sous le nom de Commission internationale des pêches pour l'Atlantique sud-est, ci-après dénommée « la Commission », et son rôle sera de remplir le fonctions énoncées dans la présente convention.

Article V

1. La Commission se réunit en session ordinaire au moins une fois tous les deux ans. Elle peut être convoquée en session extraordinaire à tout moment, à la demande de l'une des Parties contractantes, sous réserve que cette demande soit appuyée par trois autres Parties contractantes au moins.

2. Chacune des Parties contractantes est représentée à la Commission par trois délégués au plus, qui peuvent être accompagnés par des experts et des conseillers.

3. Chacune des Parties contractantes dispose d'une voix au sein de la Commission. Sauf dispositions contraires de la présente convention, les decisions de la Commission sont prises à la majorité des deux tiers des Parties contractantes présentes et votantes. Le quorum est constitué par les deux tiers des Parties contractantes.

4. A chacune de ses sessions ordinaires, la Commission élit parmi les délégués un Bureau constitué par un Président, un premier Vice-Président et un deuxième Vice-Président, dont les mandats expirent avec l'élection de leurs successeurs à la session ordinaire suivante et qui ne peuvent être élus plus de deux fois de suite aux mêmes fonctions. Lorsqu'il exerce les fonctions de Président, un délégué n'a pas le droit de vote.

5. Les langues de travail de la Commission sont l'anglais, le français et l'espagnol.

6. La Commission adopte le règlement intérieur et toutes autres dispositions internes d'ordre administratif nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Les organes subsidiaires crées par la Commission en vertu des dispositions de l'article VII peuvent adopter leur règlement intérieur, mais celui-ci n'entre en vigueur qu'après avoir été approuvé par la Commission.

Article VI

1. Afin d'atteindre les objectifs de la présente convention, la Commission est chargée d'étudier toutes les ressources ichtyologiques et autres ressources biologiques de la zone de la convention. Cette étude comprendra des recherches concernant l'abondance, le cycle biologique, la biométrie et l'écologie de ces ressources, ainsi que l'étude de leur milieu. Pour effectuer ces recherches, la Commission rassemblera, analysera, publiera et diffusera par tout moyen approprié les informations d'ordre statistique, biologique et autres renseignements scientifiques sur ces ressources.

2. En s'acquittant de ses fonctions, la Commission utilise, dans la mesure du possible, les services techniques et scientifiques des organismes officiels des Parties contractantes ainsi que les informations que lui fournissent ces organismes. Elle peut, si cela apparaît nécessaire, utiliser d'autres services et renseignements et peut également entreprendre, dans les limites de son budget supplémentaire, des recherches indépendantes destinées à compléter les recherches effectuées par les gouvernements et les institutions nationales ou par d'autres organismes internationaux.

3. Les Parties contractantes s'engagent à fournir, à la demande de la Commission, tout renseignement disponible, d'ordre statistique ou autre, dont la Commission pourrait avoir besoin aux fins de la présente Convention.

Article VII

1. La Commission peut établir un Comité régional pour chacune des régions qui pourront être constituées sur une base écologique dans la zone de la convent on et un Comité d'étude des stocks pour tout stock se trouvant dans cette zone. La Commission peut aussi créer un Conseil consultatif scientifique, ci-après dé-

nommé le « Conseil ». La Commission peut constituer tout autre organe subsidiaire nécessaire à l'exercice de ses fonctions et en déterminer dans chaque cas la composition et le mandat.

2. Les Comités régionaux ont les attributions spécifiées au présent article, sauf à l'égard des stocks pour lesquels un Comité d'étude a été établi.

3. Un Comité régional ou un Comité d'étude des stocks peut proposer, sur la base des résultats d'enquêtes scientifiques, des mesures applicables à la région ou au stock pour lequel il a été créé, et examine toutes les propositions qui lui sont soumises par la Commission.

4. Un Comité régional ou un Comité d'étude des stocks peut élaborer des projets de recommandation en vue de les soumettre à la Commission. La Commission peut les adopter après y avoir apporté, le cas échéant, les modifications qui lui paraissent pertinentes, conformément aux dispositions de l'article VIII de la présente convention.

5. La Commission désigne les Parties contractantes qui peuvent être représentées aux Comités régionaux ou aux Comités d'étude des stocks. Toutefois, lorsqu'un Comité régional ou un Comité d'étude des stocks est établi, toute Partie contractante qui pêche dans la région ou qui exploite le stock visé peut être représentée de plein droit a ces Comités. Il en est de même si son littoral est adjacent à ladite région ou à la zone où se trouve le stock visé. Si une Partie contractante exploite un stock en dehors de la zone de compétence d'un Comité régional ou d'un Comité d'étude des stocks, elle peut être représentée si la Commission en décide ainsi.

6. Le Conseil a pour mandat d'aider et de conseiller la Commission, ses Comités régionaux et ses Comités d'étude des stocks pour ce qui concerne les aspects scientifiques de leurs fonctions.

7. Chaque Partie contractante peut envoyer au Conseil une délégation scientifique composée d'autant d'experts qu'elle le désirera. Le Conseil peut créer des organes subsidiaires et en déterminer la composition.

8. Le Conseil peut, avec l'accord de la Commission, inviter d'autres spécialistes ou experts à participer à titre consultatif à ses délibérations.

9. Le Conseil tient des sessions ordinaires dont les dates sont déterminées par la Commission compte tenu de ses sessions ordinaires. Il peut tenir des sessions extraordinaires sous réserve de l'approbation de la Commission.

Article VIII

1. La Commission peut formuler, de sa propre initiative ou sur proposition d'un Comité régional ou d'un Comité d'étude des stocks et sur la base des résultats d'enquêtes scientifiques, des recommandations concernant les objectifs de la présente convention. Ces recommandations prennent effet pour les Parties contractantes dans les conditions stipulées à l'article IX.

2. Les domaines dans lesquels la Commission peut formuler des recommandations sont les suivants:

(*a*) réglementation du maillage des filets de pêche;

(*b*) réglementation de la taille limite des poissons qui peuvent être gardés à bord d'un bateau de pêche, débarqués, exposés ou mis en vente;

(*c*) établissement de périodes d'autorisation ou d'interdiction de la pêche;

(*d*) établissement de zones où la pêche est autorisée ou interdite;

(*e*) réglementation des engins et du matériel de pêche, en dehors de la réglementation du maillage des filets;

(*f*) amélioration et accroissement des ressources biologiques, notamment par culture marine, transplantation et acclimatation d'organismes, transplantation de jeunes et lutte contre les prédateurs;

(*g*) réglementation du volume total des prises par espèces, groupes d'espèces ou éventuellement par régions;

(*h*) tout autre type de mesure directement liée à la conservation de toutes les ressources ichtyologiques et autres ressources biologiques de la zone de la Convention.

3. (*a*) Si la Commission formule une recommandation en vertu des dispositions du paragraphe 2 (*g*) du présent article, elle peut inviter les Parties contractantes intéressées qu'elle désigne à élaborer des accords sur la répartition d'un quota total des prises, en tenant compte des intérêts halieutiques de tous les pays intéressées et en s'assurant, dans la mesure du possible, que tous ces pays se conforment à la recommandation relative au quota total des prises et à tout accord portant sur sa répartition.

(*b*) Les Parties contractantes intéressées communiquent le plus rapidement possible à la Commission les termes de tout accord ainsi conclu. Sans porter atteinte à la valeur obligatoire de ces accords pour les parties, la Commission peut formuler des recommandations, en vertu des dispositions du paragraphe 1 du présent article, sur la teneur de ces accords.

4. La Commission notifie à toutes les Parties contractantes les recommandations qu'elle adopte.

Article IX

1. Sous réserve des dispositions du présent article, les Parties contractantes s'engagent à appliquer toute recommandation adoptée par la Commission conformément à l'article VIII de la présente convention.

2. Toute Partie contractante peut présenter une objection à la Commission dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent la date de notification d'une recommandation et, dans ce cas, elle ne sera pas tenue d'appliquer cette recommandation.

3. Si une objection est présentée dans la délai de quatre-vingt-dix jours visé au paragraphe ci-dessus, toute autre Partie contractante peut présenter une objection à tout moment au cours d'une période supplémentaire de soixante jours, ou dans un délai de trente jours à compter de la réception de la notification d'une objection présentée par une autre Partie contractante dans la période supplémentaire de soixante jours.

4. Si des objections à une recommandation sont présentées par trois au moins des Parties contractantes, toutes les autres Parties contractantes sont, de ce fait, dispensées de l'obligation d'appliquer cette recommandation; cependant, certaines d'entre elles ou toutes ces Parties contractantes peuvent convenir entre elles de l'appliquer.

5. Toute Partie contractante qui a présenté une objection à une recommandation peut à tout moment la retirer; sous réserve des dispositions du paragraphe ci-dessus, elle applique alors cette recommandation dans les quatre-vingt-dix jours.

6. La Commission notifie, dès réception, à toutes les Parties contractantes, toute objection et tout retrait d'objection.

Article X

1. Sans préjudice des droits des Etats sur les eaux dans lesquelles ils sont habilités à exercer leur juridiction en matière de pêche conformément au droit international, toute Partie contractante prend dans son territoire et sur ces eaux à l'égard de toutes les personnes et de tous les navires et, au-delà de ces eaux, à l'ègard de ses ressortissants et de ses navires, des mesures appropriées pour assurer l'application des dispositions de la présente convention et des recommandations de la Commission qui lui sont applicables, ainsi que pour assurer la répression des infractions auxdites recommandations.

2. Les Parties contractantes s'engagent à collaborer en vue d'adopter des mesures efficaces visant à assurer l'application de la présente convention et la réalisation de ses objectifs.

3. En outre, les Parties contractantes s'engagent à collaborer en vue d'instituer, sur la base d'une recommandation de la Commission, un système de contrôle international de l'application de celles des recommandations adoptées par la Commission qui seront choisies à cet effet, sauf dans les eaux sur lesquelles un Etat est habilité à exercer sa juridiction en matière de pêche conformément au droit international. L'adoption et la mise en oeuvre d'une telle recommandation seront régies par les dispositions des articles VIII et IX de la présente convention.

4. Les Parties contractantes s'engagent à communiquer à la Commission, tous les deux ans ou chaque fois que la Commission le demandera, un compte rendu des mesures qu'elles ont prises en vertu du présent article.

Article XI

1. La Commission cherchera à conclure des accords et à entretenir des rapports de travail avec d'autres institutions internationales ayant des objectifs connexes, en particulier avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, pour assurer une collaboration et une coordination efficaces et pour éviter les doubles emplois.

2. La Commission peut inviter à se faire représenter par un observateur à ses sessions, ainsi qu'aux sessions de ses organes subsidiaires, toute organisation internationale appropriée et le Gouvernement de tout Etat qui, aux termes de l'article XVII, peut devenir Partie à la convention, mais qui n'est pas membre de la Commission.

Article XII

1. La Commission nomme un Secrétaire exécutif dont elle fixe les conditions d'emploi.

2. Le Secrétaire exécutif nomme le personnel de la Commission selon les règles et conformément aux conditions que peut fixer la Commission.

3. Le Secrétaire exécutif s'acquitte des tâches que peut lui confier la Commission, en particulier les suivantes:

(*a*) recevoir et transmettre toutes les communications officielles de la Commission;

(*b*) préparer les prévisions budgétaires à soumettre à l'examen de la Commission à ses sessions ordinaires;

(*c*) préparer et présenter à la Commission, à ses sessions ordinaires, un rapport sur les activités de la Commission et sur le programme de travail et prendre les dispositions nécessaires pour la publication ultérieure dudit rapport ainsi que des actes de la Commission;

(*d*) prendre des dispositions pour assurer le rassemblement et l'analyse des statistiques et autres données nécessaires à la réalisation des fins de la présente convention;

(*e*) préparer, aux fins de soumission à la Commission et de publication éventuelle, des rapports sur des questions statistiques, biologiques et autres;

(*f*) autoriser les sorties de fonds conformément au budget de la Commission;

(*g*) tenir les comptes de la Commission;

(*h*) assurer la coopération avec les organisations internationales visées à l'article XI de la présente convention.

Article XIII

1. A chaque session ordinaire, la Commission adopte un budget pour l'exercice financier suivant et un projet de budget pour l'exercice financier qui le suit. La durée de l'exercice financier est de deux ans. Cependant, si la Commission se réunit plus d'une fois en session ordinaire durant un exercice financier, elle peut réviser le budget en cours si cela est nécessaire. Sous réserve de l'accord de toutes les Parties contractantes, la Commission peut, à n'importe quelle session, adopter un budget supplémentaire.

2. Les contributions des Parties contractantes au budget et au budget supplémentaire sont payables dans la ou les monnaies et à la date que détermine la Commission.

3. Le droit de vote de toute Partie contractante dont l'arriéré de contribution est égal ou supérieur à la contribution due par elle pour l'exercice financier précédent est suspendu, sauf décision contraire de la Commission.

4. La Commission peut également accepter, pour la poursuite de ses travaux, d'autres contributions de toute provenance, privée ou publique. Ces contributions seront utilisées et administrées conformément au règlement qu'adoptera la Commission.

5. La Commission fait procéder annuellement à la vérification indépendante de ses comptes. Elle examine et approuve les comptes vérifiés.

6. La Commission constitue un Fonds de roulement destiné à financer ses opérations en attendant le recouvrement des contributions annuelles et à toutes autres fins qu'elles juge nécessaires. La Commission fixe le montant du Fonds, détermine les avances nécessaires à son établissement et adopte les règlements régissant son utilisation.

Article XIV

La Commission calcule les contributions des Parties contractantes au budget et au budget supplémentaire, au moyen de la formule ci-après:

(*a*) Un tiers du montant totale du budget et du budget supplémentaire est financé par les Parties contractantes à parts égales.

(*b*) Les Parties contractantes versent, pour chaque Comité régional ou Comité d'étude des stocks dont elles font partie, une contribution équivalente au tiers de celles qu'elles versent conformément aux dispositions de l'alinéa *a*) ci-dessus. Cette proportion sera

réduite, si cela est nécessaire afin que le montant total des contributions versées par les Parties contractantes en vertu du présent alinéa ne dépasse pas un tiers du montant total du budget et du budget supplémentaire.

(*c*) Chaque Partie contractante contribue au financement du reste du budget supplémentaire dans une proportion égale à celle de ses prises nominales dans la zone de la convention par rapport au total des prises nominales de toutes les Parties contractantes dans ladite zone. Pour établir ce total, la Commission tient compte de tous les poissons, crustacés, mollusques et autres invertébrés marins, à l'exception des espèces auxquelles la présente convention ne s'applique pas, conformément aux dispositions de l'article III. Les prises sont déterminées sur la base de la moyenne des deux dernières années civiles pour lesquelles des statistiques on été publiées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agricolture.

Article XV

1. La Commission détermine l'emplacement de son siège.

2. La Commission a la personnalité juridique. Elle peut notamment conclure des contrats, acquérir des biens mobiliers et immobiliers et en disposer.

Article XVI

Les dispositions de la présente convention ne s'appliquent ni aux opérations de pêche menées uniquement dans un but de recherche scientifique par des navires habilités à cet effet par une Partie contractante, ni aux poissons pris au cours de telles opérations. Cependant, le poisson capturé dans ces conditions ne doit être ni vendu, ni exposé ou offert à la vente en infraction à une recommandation de la Commission.

Article XVII

1. La présente convention est ouverte à la signature du Gouvernement de tout Etat représenté à la Conférence qui a adopté la Convention ou du Gouvernement de tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une quelconque des institutions spécialisées de cette Organisation.

2. La signature de la présente convention sera sujette à ratification, acceptation ou approbation.

3. Après l'entrée en vigueur de la présente convention, tout Etat visé un paragraphe 1 du présent article et qui n'aura pas signé la convention, ou tout autre Etat que la Commission invitera à l'unanimité à devenir Partie à la convention, pourra y adhérer.

4. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de adhésion seront déposés auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ci-après dénommé « le dépositaire ».

5. La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion ne peuvent faire l'objet d'aucune réserve.

Article XVIII

1. La présente convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra le dépôt d'au moins quatre instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation, pour autant que le poids total des prises nominales effectuées dans la zone de la convention par les pays qui ont déposé ces instruments s'élève à sept cent mille tonnes métriques au minimum, en se fondant sur les statistiques établies par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pour l'année mil neuf cent soixante-huit.

2. Après l'entrée en vigueur de la présente convention conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, la convention prendra effet, pour chaque Etat dont le Gouvernement déposera un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la trentième jour suivant le jour où cet instrument sera reçu par le dépositaire.

Article XIX

1. Toute Partie contractante peut proposer des amendements à la présente convention qui seront soumis à la Commission, pour approbation, au cours d'une session ordinaire ou extraordinaire. Toute proposition d'amendement de la convention sera communiquée au dépositaire qui en informera les Parties contractantes. Tout amendement prend effet, pour chaque Partie contractante qui l'a accepté, le quatre-vingt-dixième jour qui suit son acceptation par les trois quarts des Parties contractantes, et, pour chacune des autres, à compter du jour où le dépositaire reçoit notification de cette acceptation.

2. Tout Etat qui devient Partie contractante après qu'un amendement à la présente convention ait été proposé à l'acceptation conformément aux dispositions du présent article, est lié par la convention modifiée par l'amendement en question dès que celui-ci prend effet.

Article XX

A tout moment après l'expiration d'un délai de dix ans à compter de la date à laquelle la présente convention sera entrée en vigueur, toute Partie contractante pourra dénoncer la convention en donnant par écrit une notification de dénonciation. La dénonciation entrera en vigueur le trente et un décembre de l'année civile suivant celle au cours de laquelle la notification de dénonciation a été transmise au dépositaire.

Article XXI

1. Le dépositaire notifie aux Gouvernements des Etats visés aux paragraphes 1 et 3 de l'article XVII:

(*a*) la signature de la présente convention et le dépôt des instruments de ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion, conformément aux dispositions de l'article XVII;

(*b*) la date à laquelle la convention entrera en vigueur, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article XVIII.

2. Le dépositaire communique à toutes les Parties contractantes:

(*a*) les propositions d'amendement à la convention, la notification de l'acceptation de ces amendements et de l'entrée en vigueur de ceux-ci, conformément aux dispositions de l'article XIX;

(*b*) les notifications de dénonciation faites conformément aux dispositions de l'article XX.

3. L'original de la présente convention est déposé auprès du dépositaire, qui en fait tenir copie certifiée conforme aux Gouvernements des Etats qui peuvent devenir Parties à la convention en vertu des dispositions de l'article XVII.

FAIT à Rome ce vingt-trois octobre mil neuf cent soixante-neuf en un seul exemplaire en langues anglaise, française et espagnole, les trois textes faisant également foi.

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
MORO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N. B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione.

CONVENZIONE PER LA CONSERVAZIONE DELLE RISORSE BIOLOGICHE DELL'ATLANTICO SUD-EST

PREAMBOLO

I Governi degli Stati parti della presente convenzione, considerando l'interesse che essi hanno per le risorse biologiche dell'Atlantico sud-est e desiderosi di cooperare al mantenimento e allo sfruttamento razionale di tali risorse, hanno convenuto quanto segue:

Articolo I

1. La zona nella quale si applica la presente convenzione, qui di seguito denominata « zona della convenzione », comprende tutte le acque il cui perimetro è delimitato come segue:

Una linea che parte da un punto situato a 6°04'36" di latitudine sud e 12°19'48" di longitudine est, segue una direzione nord-ovest lungo la linea di rombo fino al punto di intersezione del 12° meridiano est e del 6° parallelo sud, e si dirige ad ovest lungo tale parallelo fino al 20° meridiano ovest, poi a sud lungo tale meridiano fino al 50° parallelo sud, poi ad est lungo tale parallelo fino al 40° meridiano est, poi a nord lungo tale meridiano fino alla costa del Continente africano, poi ad ovest lungo tale costa fino al punto di partenza.

2. Il limite est, situato sul 40° meridiano est, sarà riveduto qualora dovesse essere stabilita una convenzione per la conservazione delle risorse biologiche del mare che si applichi ad una zona immediatamente adiacente.

Articolo II

Le disposizioni della presente convenzione non possono portare pregiudizio ai diritti, rivendicazioni o punti di vista delle Parti contraenti per quanto riguarda i limiti del mare territoriale o l'estensione della giurisdizione in materia di pesca, in conformità con il diritto internazionale.

Articolo III

La presente convenzione si applica a tutte le risorse ittiologiche e alle altre risorse biologiche della zona della convenzione, ad eccezione delle risorse che possono essere escluse in virtù di transazioni o accordi conclusi dalla Commissione, in conformità con le disposizioni del paragrafo 1 dell'art. XI della presente convenzione.

Articolo IV

Le Parti contraenti hanno convenuto di istituire una Commissione e di assicurarne il mantenimento; questa Commissione sarà denominata Commissione internazionale della pesca per l'Atlantico sud-est, qui di seguito denominata « la Commissione » e il suo compito sarà quello di adempiere alle funzioni specificate nella presente convenzione.

Articolo V

1. La Commissione si riunisce in sessione ordinaria almeno una volta ogni due anni. Può essere convocata in sessione straordinaria in qualsiasi momento, su richiesta di una delle Parti contraenti, purchè tale domanda sia appoggiata da almeno altre tre Parti contraenti.

2. Ciascuna Parte contraente è rappresentata alla Commissione da non più di tre delegati che possono essere accompagnati da esperti e consiglieri.

3. Ciascuna Parte contraente dispone di un voto in seno alla Commissione. Salvo disposizioni contrarie della presente convenzione, le decisioni della Commissione sono prese alla maggioranza dei due terzi delle Parti contraenti presenti e votanti. Il quorum è costituito dai due terzi delle Parti contraenti.

4. Ad ogni sessione ordinaria la Commissione nomina tra i delegati un ufficio costituito da un Presidente, un primo Vice Presidente e un secondo Vice Presidente, i cui mandati scadono con la nomina dei loro successori nella sessione ordinaria successiva e non possono essere eletti più di due volte di seguito per le stesse funzioni. Un delegato non ha il diritto di voto quando esercita le funzioni di Presidente.

5. Le lingue di lavoro della Commissione sono l'inglese, il francese e lo spagnolo.

6. La Commissione adotta il regolamento interno e tutte le altre disposizioni interne d'ordine amministrativo necessarie all'esercizio delle sue funzioni. Gli organi sussidiari istituiti dalla Commissione in virtù delle disposizioni dell'art. VII possono fissare il loro regolamento interno, che entra in vigore solo dopo essere stato approvato dalla Commissione.

Articolo VI

1. Per raggiungere gli obiettivi della presente convenzione, la Commissione è incaricata di studiare tutte le risorse ittiologiche e biologiche della zona della convenzione. Questo studio comprenderà le ricerche sull'abbondanza, il ciclo biologico, la biometria e l'ecologia di tali risorse, nonchè lo studio del loro ambiente. Per effettuare tali ricerche la Commissione riunirà, analizzerà, pubblicherà e diffonderà con ogni adeguato mezzo le informazioni d'ordine statistico, biologico e le altre notizie scientifiche su tali risorse.

2. Per adempiere alle sue funzioni la Commissione utilizza, nella misura del possibile, i servizi tecnici e scientifici degli organismi ufficiali delle Parti contraenti nonchè le informazioni che tali organismi le forniscono. La Commissione può utilizzare, se lo riterrà necessario, altri servizi e informazioni e può altresì intraprendere, nei limiti del suo bilancio supplementare, delle ricerche indipendenti destinate a completare le ricerche effettuate dai Governi e dalle istituzioni nazionali o da altri organismi internazionali.

3. Le Parti contraenti si impegnano a fornire, su richiesta della Commissione, tutte le informazioni disponibili, d'ordine statistico o di altro genere, di cui la Commissione potrà avere bisogno ai fini della presente convenzione.

Articolo VII

1. La Commissione può istituire un Comitato regionale per ciascuna delle regioni che potranno essere costituite, su una base ecologica, nella zona della convenzione e un Comitato di studio per gli stocks o per

ciascuno stock che si trova in tale zona. La Commissione può altresì istituire un Consiglio consultivo scientifico, qui di seguito denominato « il Consiglio ». La Commissione può costituire qualunque altro organo sussidiario necessario all'esercizio delle sue funzioni e determinarne, per ogni singolo caso, la composizione e il mandato.

2. I Comitati regionali hanno le attribuzioni specificate nel presente articolo, salvo che per quanto riguarda gli stocks per i quali è stato istituito un Comitato di studio.

3. Un Comitato regionale o un Comitato di studio degli stocks può proporre, sulla base dei risultati di inchieste scientifiche, delle misure applicabili alla regione o allo stock per il quale è stato istituito, ed esamina tutte le proposte che gli vengono sottoposte dalla Commissione.

4. Un Comitato regionale o un Comitato di studio degli stocks può elaborare progetti di raccomandazioni da sottoporre alla Commissione. La Commissione li può adottare dopo avervi apportato, se del caso, le modifiche che ritiene opportune, in conformità con le disposizioni dell'art. VIII della presente convenzione.

5. La Commissione designa le Parti contraenti che possono essere rappresentate ai Comitati regionali o ai Comitati di studio degli stocks. Tuttavia, quando viene costituito un Comitato regionale o un Comitato di studio degli stocks, ogni Parte contraente che pesca nella regione o che sfrutta lo stock in questione può essere rappresentata di pieno diritto in tali Comitati. Quanto sopra vale anche se il suo litorale è adiacente a detta regione o zona in cui si trova lo stock in questione. Se una Parte contraente sfrutta uno stock al di fuori della zona di competenza di un Comitato regionale o di un Comitato di studio degli stocks, può essere rappresentata se la Commissione decide in tal senso.

6. Il Consiglio ha per mandato di aiutare e consigliare la Commissione, i suoi Comitati regionali e i suoi Comitati di studio degli stocks per quanto riguarda gli aspetti scientifici delle loro funzioni.

7. Ciascuna Parte contraente può inviare al Consiglio una delegazione scientifica composta dal numero di esperti che desidera. Il Consiglio può istituire degli organi sussidiari e stabilirne la composizione.

8. Il Consiglio può, d'intesa con la Commissione, invitare altri studiosi o esperti a partecipare a titolo consultivo alle sue deliberazioni.

9. Il Consiglio tiene delle sessioni ordinarie le cui date vengono fissate dalla Commissione, tenuto conto delle sue sessioni ordinarie. Il Consiglio può tenere delle sessioni straordinarie previa approvazione della Commissione.

Articolo VIII

1. La Commissione può formulare, di sua iniziativa o su proposta di un Comitato regionale o di un Comitato di studio degli stocks e sulla base dei risultati di inchieste scientifiche, raccomandazioni sugli obiettivi della presente convenzione. Queste raccomandazioni avranno effetto per le Parti contraenti alle condizioni specificate all'art. IX.

2. La Commissione può formulare raccomandazioni nei seguenti settori:

(*a*) regolamentazione della lavorazione delle reti da pesca;

(*b*) regolamentazione delle dimensioni limite dei pesci che possono essere conservati a bordo di un peschereccio, essere sbarcati, esposti e messi in vendita;

(*c*) determinazione dei periodi di autorizzazione o di divieto della pesca;

(*d*) determinazione delle zone in cui la pesca è autorizzata o vietata;

(*e*) regolamentazione degli arnesi e del materiale da pesca, al di fuori della regolamentazione della lavorazione delle reti;

(*f*) miglioramento e aumento delle risorse biologiche, in particolare con colture marine, trapianti e acclimatazione di organismi, trapianti di pesci piccoli e lotta contro i predatori;

(*g*) regolamentazione della quantità totale della pescata a seconda della specie, gruppi di specie o eventualmente a seconda delle regioni;

(*h*) ogni altro provvedimento strettamente legato alla conservazione di tutte le risorse ittiologiche e di altre risorse biologiche della zona della convenzione.

3. (*a*) Se la Commissione formula una raccomandazione in virtù delle disposizioni del paragrafo 2 (*g*) del presente articolo, può invitare le Parti contraenti interessate, da essa designate, ad elaborare degli accordi sulle ripartizioni di una quota totale delle pescate, tenendo conto degli interessi alieutici di tutti i Paesi interessati e assicurandosi, nella misura del possibile, che tutti questi Paesi si conformino alla raccomandazione relativa alla quota totale delle pescate e ad ogni accordo riguardante la sua ripartizione.

(*b*) Le parti contraenti interessate comunicano immediatamente alla Commissione i termini di ogni accordo così concluso. Senza pregiudizio di questi accordi per le Parti, la Commissione può formulare, in virtù delle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, raccomandazioni sul tenore di tali accordi.

4. La Commissione notifica a tutte le Parti contraenti le raccomandazioni che adotta.

Articolo IX

1. Con riserva delle disposizioni del presente articolo, le Parti contraenti si impegnano ad applicare tutte le raccomandazioni adottate dalla Commissione in conformità con l'art. VIII della presente convenzione.

2. Ciascuna Parte contraente può presentare una obiezione alla Commissione, entro novanta giorni dalla notifica di una raccomandazione e in tal caso non sarà tenuta ad osservare tale raccomandazione.

3. Se una obiezione viene presentata entro il termine di novanta giorni, previsto dal precedente paragrafo, qualsiasi altra Parte contraente può presentare, in qualunque momento, una obiezione entro un periodo supplementare di sessanta giorni, o entro un termine di trenta giorni dal ricevimento della notifica di un'obiezione presentata da un'altra Parte contraente nel periodo supplementare di sessanta giorni.

4. Se almeno tre Parti contraenti presentano obiezioni ad una raccomandazione, tutte le altre Parti contraenti sono dispensate, per questo fatto, dall'obbligo di osservare tale raccomandazione; tuttavia alcune di esse o tutte le Parti contraenti possono convenire tra di loro di osservarla.

5. Ciascuna Parte contraente che ha presentato una obiezione ad una raccomandazione può ritirarla in ogni

momento; con riserva delle disposizioni del seguente paragrafo, la Parte contraente osserva allora tale raccomandazione entro novanta giorni.

6. La Commissione notifica alle Parti contraenti, non appena le riceve, tutte le obiezioni o il ritiro delle medesime.

Articolo X

1. Senza pregiudizio dei diritti degli Stati sulle acque nelle quali sono autorizzati ad esercitare la loro giurisdizione in materia di pesca, in conformità con il diritto internazionale, ciascuna Parte contraente adotta, nel suo territorio e su queste acque, nei confronti di tutte le persone e di tutte le navi e, al di là di tali acque, nei confronti dei suoi cittadini e delle sue navi, i provvedimenti necessari ad assicurare l'osservanza delle disposizioni della presente convenzione e delle raccomandazioni della Commissione che possono essergli applicate, nonchè ad assicurare la repressione delle infrazioni a tali raccomandazioni.

2. Le Parti contraenti si impegnano a collaborare in vista di adottare misure efficaci per assicurare l'osservanza della presente convenzione e la realizzazione dei suoi obiettivi.

3. Le Parti contraenti si impegnano, inoltre, a collaborare in vista di istituire, sulla base d'una raccomandazione della Commissione, un sistema di controllo internazionale per l'osservanza delle raccomandazioni adottate dalla Commissione e scelte a tale scopo, salvo che nelle acque sulle quali uno Stato è autorizzato ad esercitare la sua giurisdizione, in materia di pesca, in conformità con il diritto internazionale. L'adozione e l'esecuzione di una tale raccomandazione saranno regolate dalle disposizioni degli articoli VIII e IX della presente convenzione.

4. Le Parti contraenti si impegnano a comunicare alla Commissione, ogni due anni o tutte le volte che la Commissione lo richiederà, un resoconto dei provvedimenti che avranno adottato in virtù del presente articolo.

Articolo XI

1. La Commissione cercherà di concludere accordi e mantenere rapporti di lavoro con altre istituzioni internazionali che hanno obiettivi analoghi, in particolare con la FAO, al fine di assicurare una collaborazione ed un coordinamento efficace ed evitare i doppi impieghi.

2. La Commissione può invitare tutte le organizzazioni internazionali appropriate e i Governi di tutti gli Stati che, ai termini dell'art. XVII, possono diventare Parti alla convenzione, ma che non sono membri della Commissione, a farsi rappresentare da un osservatore alle sue sessioni, nonchè alle sessioni dei suoi organi sussidiari.

Articolo XII

1. La Commissione nomina un Segretario esecutivo e ne stabilisce le condizioni di impiego.

2. Il Segretario esecutivo nomina il personale della Commissione secondo le norme e secondo le condizioni che la Commissione può fissare.

3. Il Segretario esecutivo assolve i compiti che la Commissione gli può affidare e in particolare:

(*a*) riceve e trasmette tutte le comunicazioni ufficiali della Commissione;

(*b*) prepara le previsioni di bilancio da sottoporre all'esame della Commissione durante le sue sessioni ordinarie;

(*c*) prepara e presenta alla Commissione, durante le sue sessioni ordinarie, una relazione sulle attività della Commissione e sul programma di lavoro e prende tutti i provvedimenti necessari per la successiva pubblicazione di detta relazione nonchè degli atti della Commissione;

(*d*) provvede ad assicurare la raccolta e l'analisi delle statistiche e degli altri dati necessari al raggiungimento degli scopi della presente convenzione;

(*e*) prepara delle relazioni su problemi statistici, biologici o di altro genere, per sottoporle alla Commissione e per l'eventuale pubblicazione;

(*f*) autorizza l'uscita dei fondi in conformità con il bilancio della Commissione;

(*g*) tiene i conti della Commissione;

(*h*) assicura la cooperazione con le organizzazioni internazionali di cui all'art. XI della presente convenzione.

Articolo XIII

1. Durante ogni sessione ordinaria, la Commissione adotta un bilancio per l'esercizio finanziario successivo e un progetto di bilancio per l'esercizio finanziario successivo a quest'ultimo. La durata dell'esercizio finanziario è di due anni. Tuttavia, se la Commissione si riunisce più di una volta in sessione ordinaria durante un esercizio finanziario, può rivedere, se è necessario, il bilancio dell'anno in corso. La Commissione può adottare un bilancio supplementare durante qualunque sessione, purchè tutte le Parti contraenti siano d'accordo.

2. I contributi delle Parti contraenti al bilancio ed al bilancio supplementare sono pagabili nella o nelle valute e alla data fissata dalla Commissione.

3. Salvo decisione contraria della Commissione, viene sospeso il diritto di voto di ciascuna Parte contraente il cui arretrato dei contributi è uguale o superiore ai contributi che deve pagare per l'esercizio finanziario precedente.

4. La Commissione può anche accettare, per il proseguimento dei suoi lavori, altri contributi di qualunque provenienza, sia privata che pubblica. Tali contributi verranno utilizzati ed amministrati in conformità con il regolamento che la Commissione adotterà.

5. La Commissione fa procedere annualmente alla verifica indipendente dei suoi conti, ed esamina ed approva i conti verificati.

6. La Commissione costituisce un fondo di rotazione destinato a finanziare le sue operazioni in attesa delle riscossioni dei contributi annuali e per ogni altro fine che essa reputi necessario. La Commissione fissa l'ammontare del fondo, stabilisce gli anticipi necessari alla sua istituzione e adotta i regolamenti che disciplinano la sua utilizzazione.

Articolo XIV

La Commissione calcola i contributi delle Parti contraenti al bilancio e al bilancio supplementare, per mezzo della seguente formula:

(*a*) Un terzo dell'ammontare totale del bilancio e del bilancio supplementare è finanziato dalle Parti contraenti in parti uguali.

(*b*) Le Parti contraenti versano, per ogni Comitato regionale o Comitato di studio degli stocks di cui fanno parte, un contributo equivalente ad un terzo dei contributi che esse versano in conformità con le disposizioni del precedente comma (*a*). Se sarà necessario, tale proporzione sara ridotta, affinchè l'ammontare totale dei contributi versati dalle Parti contraenti, in virtù del presente comma, non superino un terzo dell'ammontare totale del bilancio e del bilancio supplementare.

(*c*) Ciascuna Parte contraente contribuisce al finanziamento del bilancio e del bilancio supplementare in una proporzione uguale a quella delle sue pescate nominali nella zona della convenzione in rapporto al totale delle pescate nominali di tutte le Parti contraenti in detta zona. Per stabilire questo totale, la Commissione tiene conto di tutti i pesci, crostacei, molluschi ed altri invertebrati marini, con l'eccezione delle specie per le quali la presente convenzione non viene applicata, in conformità con le disposizioni dell'art. III. Le pescate sono determinate sulla base della media dei due ultimi anni civili per i quali la FAO ha pubblicato delle statistiche.

Articolo XV

1. La Commissione stabilisce il luogo della sua sede.

2. La Commissione ha personalità giuridica. Può, in particolare, concludere contratti, acquistare beni mobili ed immobili e disporne.

Articolo XVI

Le disposizioni della presente convenzione non si applicano nè alle operazioni di pesca effettuate unicamente per scopi di ricerca scientifica da navi a tal fine autorizzate da una Parte contraente, nè a quelle relative a pesca effettuata nel corso di tali operazioni. Il pesce pescato in tali circostanze non deve essere tuttavia nè venduto, nè esposto o offerto in vendita in violazione ad una raccomandazione della Commissione.

Articolo XVII

1. La presente convenzione è aperta alla firma dei Governi di tutti gli Stati presenti alla Conferenza che hanno adottato la convenzione o dei Governi di tutti gli Stati membri dell'ONU o di una qualunque delle istituzioni specializzate di tale Organizzazione.

2. La firma della presente convenzione sarà sottoposta a ratifica, accettazione o approvazione.

3. Dopo l'entrata in vigore della presente convenzione, tutti gli Stati di cui al paragrafo 1 del presente articolo e che non avranno firmato la convenzione, o tutti gli altri Stati che la Commissione inviterà all'unanimità a diventare Parti alla convenzione, potranno aderirvi.

4. Gli strumenti di ratifica, di accettazione, d'approvazione o d'adesione saranno depositati presso il Direttore generale della FAO, qui di seguito denominato « il depositario ».

5. La ratifica, l'accettazione, l'approvazione o l'adesione non possono essere oggetto di alcuna riserva.

Articolo XVIII

1. La presente convenzione entrerà in vigore il trentesimo giorno dopo il deposito di almeno quattro strumenti di ratifica, d'accettazione o di approvazione, purchè il peso totale delle pescate nominali effettuate nella zona della convenzione dai Paesi che hanno depositato tali strumenti si elevi ad almeno settecentomila tonnellate metriche, basandosi sulle statistiche stabilite dalla FAO per l'anno 1968.

2. Dopo l'entrata in vigore della presente convenzione in conformità con le disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, la convenzione avrà effetto, per ogni Stato il cui Governo depositerà uno strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, il trentesimo giorno dopo quello in cui tale strumento sarà ricevuto dal depositario.

Articolo XIX

1. Ciascuna Parte contraente può proporre emendamenti alla presente convenzione che saranno sottoposti all'approvazione della Commissione durante una sessione ordinaria o straordinaria. Ciascuna proposta di emendamento della convenzione sarà comunicata al depositario che ne informerà le Parti contraenti. Ciascun emendamento entrerà in vigore, per ciascuna Parte contraente che lo ha accettato, novanta giorni dopo la sua accettazione da parte dei 3/4 delle Parti contraenti e, per ciascuna delle altre Parti, questo termine viene calcolato a partire dal giorno in cui il depositario riceve la notifica di tale accettazione.

2. Gli Stati che diventano Parti contraenti dopo che è stato proposto all'accettazione un emendamento alla presente convenzione, in conformità con le disposizioni del presente articolo, sono vincolati dalla convenzione modificata dall'emendamento in questione da quando quest'ultimo entra in vigore.

Articolo XX

Ciascuna parte contraente potrà denunciare la convenzione, con una denuncia scritta, in qualunque momento dopo la scadenza di un termine di dieci anni a partire dalla data in cui la presente convenzione sarà entrata in vigore.

Articolo XXI

1. Il depositario notifica ai Governi degli Stati di cui ai paragrafi 1 e 3 dell'art. XVII:

(*a*) la firma della presente convenzione e il deposito degli strumenti di ratifica, di approvazione, di accettazione o di adesione, conformemente alle disposizioni dell'art. XVII;

(*b*) la data in cui entrerà in vigore la convenzione, conformemente alle disposizioni del paragrafo 1 dell'art. XVIII.

2. Il depositario comunica a tutte le Parti contraenti:

(*a*) le proposte di emendamento alla convenzione, la notifica dell'accettazione di tali emendamenti e dell'entrata in vigore di questi ultimi, conformemente alle disposizioni dell'art. XIX;

(*b*) le notifiche di denuncia fatte in conformità con le disposizioni dell'art. XX.

3. L'originale della presente convenzione è depositato presso il depositario, che ne fa tenere copia conforme ai Governi degli Stati che, in virtù delle disposizioni dell'art. XVII, possono diventare Parti della convenzione.

FATTO a Roma, il 23 ottobre 1969 in un unico esemplare in lingua inglese, francese e spagnola, i tre testi facenti ugualmente fede.

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 21 febbraio 1974.

Costituzione del consiglio direttivo dell'ente autonomo « La Biennale di Venezia ».

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Vista la legge 26 luglio 1973, n. 438, concernente il nuovo ordinamento dell'ente autonomo « La Biennale di Venezia »;

Visto l'art. 8 della succitata legge, che dispone in ordine alla composizione ed alla costituzione del consiglio direttivo dell'ente autonomo « La Biennale di Venezia »;

Viste le designazioni formulate ai sensi e con le modalità del predetto articolo;

Visti l'ultimo comma dell'art. 8 e l'art. 12 della legge n. 438 del 1973;

Decreta:

Il consiglio direttivo dell'ente autonomo « La Biennale di Venezia », per la durata di un quadriennio, è composto come segue:

il sindaco di Venezia, che assume la vicepresidenza dell'ente e lo presiede fino alla nomina del presidente;

Aiassa prof. Matteo, Mazzariol prof. Giuseppe e Baratto prof. Mario, designati dal consiglio comunale di Venezia;

Rossini prof. Giuseppe, Purificato prof. Domenico e Seroni prof. Adriano, designati dal consiglio provinciale di Venezia;

Cimnaghi dott. Roberto Mario, Olmi Ermanno, Zampetti prof. Pietro, Monicelli Mario e Maselli Francesco, designati dal consiglio regionale del Veneto;

Perocco prof. Guido, Pozza prof. Neri e Ripa di Meana dott. Carlo, designati dal Consiglio dei Ministri;

Spandonaro dott. Manlio, designato dalla Confederazione italiana sindacati lavoratori;

Calabria Ennio, designato dalla Confederazione generale italiana del lavoro;

Mazzucco Roberto, designato dall'Unione italiana del lavoro;

De Nunzio Osvaldo, designato dal personale di ruolo dell'ente.

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 21 febbraio 1974

RUMOR

(1698)

DECRETO MINISTERIALE 10 dicembre 1973.

Modificazioni ed integrazioni al decreto ministeriale 10 settembre 1969 sui compensi ai veterinari estranei all'amministrazione sanitaria dello Stato, incaricati di disimpegnare le funzioni di veterinario di confine o di coadiuvare i veterinari di confine nell'espletamento dei servizi ad essi affidati.

IL MINISTRO PER LA SANITA'
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto l'art. 8 del decreto del Presidente della Repubblica 11 febbraio 1961, n. 264, così come risulta modificato dall'art. 2 della legge 31 gennaio 1969, n. 13;

Visti gli articoli 1 e 2 del decreto-legge 31 luglio 1954, n. 533, convertito, con modificazioni, nella legge 26 settembre 1954, n. 869;

Visto l'art. 13 della legge 15 aprile 1961, n. 291;

Vista l'annotazione in calce alla tabella annessa alla legge 30 dicembre 1970, n. 1239;

Visto il decreto interministeriale 10 settembre 1969, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 239 del 20 settembre 1969;

Ritenuto necessario revisionare la misura dei compensi fissati con il precitato decreto interministeriale, da attribuire ai veterinari estranei all'amministrazione sanitaria dello Stato, incaricati di disimpegnare le funzioni di veterinario di confine o di coadiuvare i veterinari di confine nell'espletamento dei servizi ad essi affidati;

Decreta:

Art. 1.

Il primo comma dell'art. 1 del decreto interministeriale 10 settembre 1969 citato in premessa è sostituito dal seguente comma:

« Il compenso globale da attribuire ai veterinari estranei all'amministrazione sanitaria dello Stato, incaricati di disimpegnare, ai sensi dell'art. 2, primo comma, della legge 31 gennaio 1969, n. 13, le funzioni di veterinario di confine, viene determinato nella seguente misura lorda:

minimo: L. 120.000 annue;
massimo: L. 840.000 annue ».

Art. 2.

Il primo comma dell'art. 3 del decreto interministeriale 10 settembre 1969 citato in premessa è sostituito dal seguente comma:

« Il compenso globale da attribuire ai veterinari estranei all'amministrazione sanitaria dello Stato, incaricati di coadiuvare, ai sensi dell'art. 2, secondo comma, della legge 31 gennaio 1969, n. 13, i veterinari di confine nell'espletamento dei servizi ad essi affidati, viene determinato nella seguente misura lorda:

minimo: L. 115.000 mensili;
massimo: L. 225.000 mensili ».

Art. 3.

Il secondo comma dell'art. 5 del decreto interministeriale 10 settembre 1969 citato in premessa è sostituito dal seguente comma:

« Per le sostituzioni di cui al precedente comma viene corrisposto un compenso giornaliero lordo non superiore a L. 6.000. Il Ministro per la sanità emana il relativo decreto mediante il quale viene stabilito l'ammontare della somma dovuta per le giornate di servizio effettuate ».

Art. 4.

Il terzo comma dell'art. 6 del decreto interministeriale 10 settembre 1969 citato in premessa è sostituito dal seguente comma:

« Ai veterinari incaricati, quando spetta, sarà corrisposta l'indennità chilometrica fissata nella nota n. 6 posta in calce alla richiamata tabella *B* nonchè l'indennità chilometrica prevista dall'art. 13 della legge 15 aprile 1961, n. 291. La maggiorazione dell'indennità chilometrica, da praticarsi nei casi previsti ai sensi della predetta nota n. 6, è stabilita dal Ministero della sanità ».

L'ultimo comma dell'art. 6 del decreto interministeriale 10 settembre 1969 citato in premessa è sostituito dal seguente comma:

« In forza di quanto sancito nella annotazione in calce alla tabella annessa alla legge 30 dicembre 1970, n. 1239, le prove diagnostiche di cui alla lettera *C*, n. 4, della tabella *B* annessa alla legge n. 869 sono eseguite, in tutti i casi, a titolo gratuito ».

Art. 5.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana ed entrerà in vigore il 1° gennaio 1974.

Roma, addì 10 dicembre 1973

Il Ministro per la sanità
GUI

p. *Il Ministro per il tesoro*
SCHIETROMA

(1689)

DECRETO MINISTERIALE 12 gennaio 1974.

Autorizzazione alla S.p.a. Italfrigor ad ampliare il magazzino generale esercitato in Milano.

IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA, IL COMMERCIO E L'ARTIGIANATO

DI CONCERTO CON

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visti il regio decreto-legge 1° luglio 1926, n. 2290, sull'ordinamento dei magazzini generali, convertito nella legge 9 giugno 1927, n. 1158, il relativo regolamento di esecuzione, approvato con il regio decreto 16 gennaio 1927, n. 126, e le loro successive modificazioni;

Visti i decreti ministeriali 5 gennaio 1960, 18 giugno 1960, 30 agosto 1962 e 4 agosto 1970, con i quali la S.p.a. Italfrigor (già Interfrigor) è stata autorizzata ad istituire ed esercitare in Milano, via Mecenate, numero 30/22, un magazzino generale per il deposito di merci varie nazionali, nazionalizzate ed estere;

Vista l'istanza in data 15 luglio 1972, con la quale la suddetta società ha chiesto di essere autorizzata ad ampliare il magazzino generale con tre nuovi locali della superficie complessiva di mq. 879,10 e con quattro nuove celle frigorifere da adibire al deposito di merci nazionali, nazionalizzate ed estere;

Vista la deliberazione n. 585 del 22 agosto 1972, con la quale la camera di commercio, industria, artigianato e agricoltura di Milano ha espresso parere favorevole all'accoglimento della richiesta;

Visti gli altri documenti presentati a corredo della predetta istanza;

Decreta:

Art. 1.

La S.p.a. Italfrigor, con sede in Milano, via Stelvio n. 61, è autorizzata ad ampliare il magazzino generale esercitato in Milano, via Mecenate n. 30/22, con i tre nuovi locali della superficie complessiva di mq. 879,10 e con le quattro celle frigorifere, di recente costruzione, meglio descritti nelle planimetrie e nella relazione tecnica presentate a corredo dell'istanza di cui alle premesse del presente decreto e distinti: i locali con le lettere e i numeri G-A1-A2, le celle con i numeri 22-23-24 e 6-*bis*.

In detti locali e celle frigorifere possono essere depositate merci varie nazionali, nazionalizzate ed estere.

Art. 2.

Il deposito cauzionale che la S.p.a. « Italfrigor » è tenuta a prestare per l'esercizio del magazzino generale è elevato da L. 12.000.000 (dodicimilioni) a lire 15.000.000 (quindicimilioni), salvo successive determinazioni.

Per le operazioni di deposito effettuate nei locali e nelle celle frigorifere di cui al precedente articolo, si applicano le norme regolamentari e le condizioni di tariffa in vigore per il magazzino generale.

La camera di commercio, industria, artigianato e agricoltura di Milano è incaricata dell'esecuzione del presente decreto che sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 12 gennaio 1974

p. *Il Ministro per l'industria, il commercio e l'artigianato*
BOSCO

p. *Il Ministro per le finanze*
AMADEI

(1661)

DECRETO MINISTERIALE 31 gennaio 1974.

Riconoscimento del carattere di eccezionalità delle avversità atmosferiche e delimitazione delle zone danneggiate nella regione Lombardia.

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E LE FORESTE

DI CONCERTO CON

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto l'art. 2 della legge 25 maggio 1970, n. 364, che prevede la dichiarazione dei caratteri di eccezionalità delle calamità naturali e delle avversità atmosferiche e la delimitazione delle zone ai fini della concessione delle provvidenze previste dalla stessa legge, a favore delle aziende agricole danneggiate;

Considerate le proposte della regione Lombardia;

Decreta:

E' riconosciuto il carattere di eccezionalità dei seguenti eventi atmosferici, ai fini della concessione, alle aziende agrarie, delle provvidenze creditizie di cui all'art. 7 della legge 25 maggio 1970, n. 364, nonchè dei compensi integrativi per le pomacee da destinare alla distillazione, previsti dall'art. 13 della stessa legge numero 364:

Mantova - grandinate del 29 giugno e 14 luglio 1973.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 31 gennaio 1974

Il Ministro per l'agricoltura e le foreste
FERRARI-AGGRADI

p. *Il Ministro per il tesoro*
FABBRI

(1654)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'INDUSTRIA DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO

Smarrimento dei punzoni per la bollatura dei metalli preziosi, recanti il marchio di identificazione « 428-MI »

Ai sensi dell'art. 30 del regolamento per la disciplina dei titoli dei metalli preziosi, approvato con regio decreto-legge 27 dicembre 1934, n. 2393, si rende noto che la ditta Gabrielli Pietro Giuseppe, con sede in Milano, via del Lauro n. 10, assegnataria del marchio di identificazione per metalli preziosi « 428-MI », ha dichiarato di aver smarrito tre punzoni recanti il predetto marchio di identificazione.

Si diffidano gli eventuali detentori di tali punzoni a restituirli all'ufficio provinciale metrico di Milano.

(1671)

Smarrimento dei punzoni per la bollatura dei metalli preziosi, recanti il marchio di identificazione « 578-MI »

Ai sensi dell'art. 30 del regolamento per la disciplina dei titoli dei metalli preziosi, approvato con regio decreto-legge 27 dicembre 1934, n. 2393, si rende noto che la ditta Messaggi Piero, con sede in Milano, viale Papiniano n. 51, assegnataria del marchio di identificazione per metalli preziosi « 578-MI », ha dichiarato di aver smarrito sette punzoni recanti il predetto marchio di identificazione.

Si diffidano gli eventuali detentori di tali punzoni a restituirli all'ufficio provinciale metrico di Milano.

(1672)

Esito di ricorsi

Con decreto del Capo dello Stato in data 22 ottobre 1973, registrato alla Corte dei conti il 23 gennaio 1974, registro n. 1, foglio n. 74, è stato accolto il ricorso straordinario al Capo dello Stato, pervenuto al Ministero competente in data 2 febbraio 1973, proposto dalla società COIN Grandi magazzini, con sede in Trieste, via S. Caterina n. 2, avverso il decreto del prefetto di Taranto in data 11 marzo 1971 con il quale è stata respinta l'istanza della medesima società tendente ad ottenere l'autorizzazione per l'apertura di un esercizio commerciale della grande distribuzione in Taranto, via Cesare Battisti.

(1705)

Con decreto del Capo dello Stato in data 22 ottobre 1973, registrato alla Corte dei conti il 23 gennaio 1974, registro n. 1, foglio n. 72, è stato dichiarato inammissibile il ricorso straordinario al Capo dello Stato, pervenuto al Ministero competente in data 1° settembre 1972, proposto dal comune di Imola avverso il provvedimento della giunta provinciale amministrativa di Bologna in data 21 febbraio 1972 con il quale è stato accolto il ricorso del sig. Angelo Laghi contro il provvedimento del sindaco di Imola in data 20 aprile 1971 con il quale è stata negata al medesimo l'autorizzazione per la vendita di « accessori e ricambi per auto, pneumatici e batterie » in Imola, via Provinciale Selice n. 43.

(1706)

Con decreto del Capo dello Stato in data 22 novembre 1973, registrato alla Corte dei conti il 23 gennaio 1974, registro n. 1, foglio n. 68, è stato respinto il ricorso straordinario al Capo dello Stato, pervenuto al Ministero competente in data 28 agosto 1970, proposto dalla sig.ra Corato Rosa, residente in Arzignano, avverso il provvedimento della giunta provinciale amministrativa di Vicenza n. 966 del 17 aprile 1970, con il quale è stato accolto il ricorso gerarchico proposto dal sig. Bolcato Natale contro il provvedimento del sindaco di Arzignano in data 17 dicembre 1969 con il quale è stata negata al predetto l'autorizzazione per l'apertura di un esercizio commerciale per la vendita al minuto di generi di « macelleria » in detto comune, frazione S. Bortolo.

(1707)

Con decreto del Capo dello Stato in data 22 ottobre 1973, registrato alla Corte dei conti il 23 gennaio 1974, registro n. 1, foglio n. 73, è stato accolto il ricorso straordinario al Capo dello Stato, pervenuto al Ministero competente in data 21 settembre 1972, proposto dalla S.p.a. Grandi magazzini COIN, con sede in Venezia-Mestre, via Terraglio n. 17, avverso il decreto ministeriale 27 luglio 1972 con il quale è stato respinto il ricorso gerarchico prodotto dalla predetta società contro il provvedimento del prefetto di Lucca in data 30 gennaio 1970, con il quale è stata negata alla medesima l'autorizzazione all'apertura di un esercizio commerciale della grande distribuzione in Lucca, via Vittorio Veneto.

(1708)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Sostituzione del commissario liquidatore della società cooperativa di consumo « Cesare Battisti » società cooperativa a r.l., con sede in Milano.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, in data 15 febbraio 1974 il rag. Beniamino Pomes è stato nominato commissario liquidatore della società cooperativa di consumo « Cesare Battisti » società cooperativa a r.l., con sede in Milano, in sostituzione dell'avv. Giovanni Fappiano.

(1710)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Costituzione del consorzio di miglioramento fondiario « Chavacourt », con sede in Verrayes e nomina della deputazione provvisoria dell'ente.

Con decreto del Presidente della Repubblica 16 luglio 1973, registrato alla Corte dei conti il 21 settembre 1973, registro n. 23, foglio n. 25, su proposta del Ministro per l'agricoltura e le foreste, è stato costituito, ai sensi e per gli effetti degli articoli 55 e 71 del regio decreto 13 febbraio 1933, n. 215, il consorzio di miglioramento fondiario Chavacourt, con sede nel comune di Verrayes (Aosta), ed è stata nominata la deputazione provvisoria dell'ente nelle persone dei signori:

Presidente:

Roveil Serafino.

Vice presidente:

Colmar Giuliano Alessandro.

Membri:

Lillaz Giovanni;
Lombardo Eliseo;
Petey Felice;
Neyroz Beniamino;
Perron Don Luigi;
Contoz Pierino Lino;
Orsieres Bruno.

(1694)

Parere del comitato nazionale per la tutela delle denominazioni di origine e tipiche dei formaggi sulla domanda di riconoscimento della denominazione di origine tutelata del formaggio « Fiore Sardo ».

Il comitato nazionale per la tutela delle denominazioni di origine e tipiche dei formaggi, istituito a norma dell'art. 4 della legge 10 aprile 1954, n. 125, nella riunione del 9 gennaio 1974:

presa in esame l'istanza presentata dal consorzio C.R.A.S. - Cooperative riunite allevatori sardi, tendente ad ottenere, ai sensi dell'art. 3 della legge 10 aprile 1954, n. 125, il riconoscimento della denominazione di origine tutelata del formaggio « Fiore Sardo »;

considerato che tale formaggio, già riconosciuto tra quelli a denominazione tipica ai sensi dell'art. 2 del decreto del Presidente della Repubblica 30 ottobre 1955, n. 1279, è un prodotto le cui caratteristiche organolettiche e merceologiche derivano prevalentemente dalle condizioni ambientali e dalle consuetudini di fabbricazione proprie ed esclusive della Sardegna;

sentito il parere favorevole espresso dall'Assessorato alla agricoltura e foreste della Regione autonoma della Sardegna, ha espresso il parere che la denominazione del formaggio « Fiore Sardo » venga, ai sensi dell'art. 3 della legge 10 aprile 1954, n. 125, riconosciuta, come denominazione di origine e che, pertanto, non sia più da considerare tipica.

La zona di produzione del formaggio di cui trattasi comprende l'intero territorio della Regione sarda mentre restano invariati i metodi di lavorazione e le caratteristiche merceologiche del formaggio.

Le eventuali istanze e controdeduzioni al suddetto parere dovranno essere inviate dagli interessati al Ministero dell'agricoltura e delle foreste - Direzione generale della tutela economica dei prodotti agricoli, entro trenta giorni dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

(1630)

MINISTERO DELLA SANITÀ

Revoca dell'autorizzazione provvisoria relativa al formulato Super Astrol della Margesin S.p.a.

Con decreto del Ministro per la sanità, in data 12 febbraio 1974, è stata revocata, ad ogni effetto di legge, l'autorizzazione provvisoria relativa al formulato Super Astrol della Margesin S.p.a., concessa con decreto ministeriale 28 luglio 1970 alla S.p.a. Verchim Asterias.

(1634)

Autorizzazione all'amministrazione dell'ospedale geriatrico « G. B. Giustinian » di Venezia ad istituire una scuola per infermieri professionali.

Con decreto n. 900.6/II/88/8 in data 20 dicembre 1973 del Ministro per la sanità di concerto con il Ministro per la pubblica istruzione, l'amministrazione dell'ospedale geriatrico « G. B. Giustinian » di Venezia è autorizzata ad istituire una scuola per infermieri professionali con sede presso l'ente ospedaliero stesso.

(1713)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 38

Corso dei cambi del 22 febbraio 1974 presso le sottoindicate borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
Dollaro USA	—	644,50	—	—	—	644,60	—	—	644,50	644,50
Dollaro canadese	—	662,75		—	—	662,70	—	—	662,75	662,75
Franco svizzero	—	211,09	—	—	—	211,05	—	—	211,09	211,09
Corona danese	—	103,06	—	—	—	102,05	—	—	103,06	103,06
Corona norvegese	—	113,80	—	—	—	113,80	—	—	113,80	113,80
Corona svedese	—	140,19	—	—	—	140,15	—	—	140,19	140,19
Fiorino olandese	—	233,59	—	—	—	233,58	—	—	233,58	233,58
Franco belga	—	16,13	—	—	—	16,12	—	—	16,13	16,13
Franco francese	—	134,27	—	—	—	134,25	—	—	134,27	134,27
Lira sterlina	—	1491,50	—	—	—	1491,50	—	—	1491,90	1491,90
Marco germanico	—	244,25	—	—	—	244,25	—	—	244,25	244,25
Scellino austriaco	—	33,262	—	—	—	33,25	—	—	33,26	33,26
Escudo portoghese	—	25,55	—	—	—	25,55	—	—	25,55	25,55
Peseta spagnola	—	10,935	—	—	—	10,95	—	—	10,93	10,93
Yen giapponese	—	2,305	—	—	—	2,30	—	—	2,30	2,30

Media dei titoli del 22 febbraio 1974

Titolo	Valore
Rendita 5 % 1935	102,700
Redimibile 3,50 % 1934	99,800
» 3,50 % (Ricostruzione)	92,225
» 5 % (Ricostruzione)	98,700
» 5 % (Riforma fondiaria)	97,150
» 5 % (Città di Trieste)	99,250
» 5 % (Beni esteri)	96,975
» 5,50 % (Edilizia scolastica) 1967-82	92,975
» 5,50 % » » 1968-83	92,600
» 5,50 % » » 1969-84	92,550
» 6 % » » 1970-85	98,150
» 6 % » » 1971-86	97,675
» 6 % » » 1972-87	97,925
Certificati di credito del Tesoro 5 % 1976	100,30
Certificati di credito del Tesoro 5,50 % 1976	100,75
» » » 5 % 1977	99,225
» » » 5,50 % 1977	100,450
» » » 5,50 % 1978	99,90
» » » 5,50 % 1979	99,95
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1974)	99,650
» 5 % (» 1° aprile 1975)	97,700
» 5 % (» 1°-10-1975) II emiss.	97,175
» 5 % (» 1° gennaio 1977)	95,575
» 5 % (» 1° aprile 1978)	95,450
» 5,50 % (scad. 1° gennaio 1979)	98,925
» 5,50 % (» 1° gennaio 1980)	98,150
» 5,50 % (» 1° aprile 1982)	99,125

Il contabile del portafoglio dello Stato: FRATTAROLI

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 22 febbraio 1974

Valuta	Cambio
Dollaro USA	644,375
Dollaro canadese	662,575
Franco svizzero	211,02
Corona danese	103,33
Corona norvegese	113,875
Corona svedese	140,155
Fiorino olandese	233,54
Franco belga	16,126
Franco francese	134,085
Lira sterlina	1490,75
Marco germanico	243,955
Scellino austriaco	33,216
Escudo portoghese	25,51
Peseta spagnola	10,94
Yen giapponese	2,302

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 39

Corso dei cambi del 25 febbraio 1974 presso le sottoindicate borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
Dollaro USA	648,50	648,50	650,50	648,50	—	648,50	—	648,50	648,50	648,50
Dollaro canadese	666,50	666,50	668 —	666,50	—	666,50	—	666,50	666,50	666,50
Franco svizzero	208,85	208,85	208,15	208,85	—	208,80	—	208,85	208,85	208,85
Corona danese	102,75	102,75	102,90	102,75	—	102,75	—	102,75	102,75	102,75
Corona norvegese	113,70	113,70	113,80	113,70	—	113,70	—	113,70	113,70	113,70
Corona svedese	139,50	139,50	131,20	139,50	—	139,50	—	139,50	139,50	139,50
Fiorino olandese	231,98	231,98	233 —	231,98	—	231,95	—	231,98	231,98	231,98
Franco belga	16,05	16,05	16,10	16,05	—	16,05	—	16,05	16,05	16,05
Franco francese	132,70	132,70	133 —	132,70	—	132,70	—	132,70	132,70	132,70
Lira sterlina	1485,50	1485,50	1493 —	1485,50	—	1485,50	—	1485,50	1485,50	1485,50
Marco germanico	242,60	242,60	242 —	242,60	—	242,65	—	242,60	242,60	242,60
Scellino austriaco	33,09	33,09	33,10	33,09	—	33,10	—	33,09	33,09	33,09
Escudo portoghese	25,55	25,55	25,50	25,55	—	25,50	—	25,55	25,55	25,55
Peseta spagnola	10,975	10,975	11,03	10,975	—	10,95	—	10,975	10,97	10,97
Yen giapponese	2,305	2,305	2,31	2,305	—	2,30	—	2,305	2,30	2,30

Media dei titoli del 25 febbraio 1974

Titolo	Media
Rendita 5% 1935	102,450
Redimibile 3,50% 1934	99,625
» 3,50% (Ricostruzione)	92,250
» 5% (Ricostruzione)	98,500
» 5% (Riforma fondiaria)	97,125
» 5% (Città di Trieste)	99,175
» 5% (Beni esteri)	95,525
» 5,50% (Edilizia scolastica) 1967-82	92,775
» 5,50% » » 1968-83	92,525
» 5,50% » » 1969-84	92,625
» 6% » » 1970-85	98,175
» 6% » » 1971-86	97,950
» 6% » » 1972-87	97,950
Certificati di credito del Tesoro 5% 1976	100,30
Certificati di credito del Tesoro 5,50% 1976	100,75
» » » 5% 1977	99,225
» » » 5,50% 1977	100,45
» » » 5,50% 1978	99,90
» » » 5,50% 1979	99,95
Buoni del Tesoro 5% (scadenza 1° aprile 1974)	99,675
» 5% (» 1° aprile 1975)	97,700
» 5% (» 1°-10-1975) II emiss.	96,925
» 5% (» 1° gennaio 1977)	95,350
» 5% (» 1° aprile 1978)	95,950
» 5,50% (scad. 1° gennaio 1979)	98,900
» 5,50% (» 1° gennaio 1980)	98,975
» 5,50% (» 1° aprile 1982)	99,050

Il contabile del portafoglio dello Stato: FRATTAROLI

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 25 febbraio 1974

Valuta	Cambio
Dollaro USA	648,375
Dollaro canadese	666,50
Franco svizzero	208,375
Corona danese	102,625
Corona norvegese	113,725
Corona svedese	139,375
Fiorino olandese	231,74
Franco belga	16,049
Franco francese	132,70
Lira sterlina	1485 —
Marco germanico	242,40
Scellino austriaco	33,095
Escudo portoghese	25,525
Peseta spagnola	10,987
Yen giapponese	2,297

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Esito di ricorsi

Con decreto del Presidente della Repubblica del 15 ottobre 1973, registrato alla Corte dei conti il 18 dicembre 1973, registro n. 99, foglio n. 243, è stato respinto il ricorso straordinario prodotto dalla prof.ssa Bigi Maria Gloria in data 28 febbraio 1968 avverso la denegata immissione in ruolo ai sensi della legge 25 luglio 1966, n. 603.

(1629)

Con decreto presidenziale del 4 luglio 1973, registrato alla Corte dei conti il 26 novembre 1973, registro n. 88 Pubblica istruzione, foglio n. 239, è stato accolto il ricorso straordinario prodotto dalla studentessa Colacicco Maria Grazia avverso la mancata concessione dell'assegno di studio universitario per l'anno accademico 1971-72, deliberata dal commissario governativo dell'Opera del Politecnico di Torino con provvedimento in data 11 aprile 1972.

(1673)

MINISTERO DELLE FINANZE

AMMINISTRAZIONE AUTONOMA DEI MONOPOLI DI STATO

Esito di ricorsi

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 21 dicembre 1973, registrato alla Corte dei conti il 4 febbraio 1974, registro n. 1 Monopoli, foglio n. 69, è stato respinto il ricorso straordinario in via amministrativa esperito dal sig. Emilio Maddonni, avverso il provvedimento di rilascio di un patentino per la vendita dei generi di monopolio nell'esercizio di bar sito in S. Agapito, via Manzoni n. 8.

(1439)

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 21 dicembre 1973, registrato alla Corte dei conti il 4 febbraio 1974, registro n. 1 Monopoli, foglio n. 72, è stato dichiarato inammissibile, perchè non notificato ad alcuno dei controinteressati, il ricorso straordinario in via amministrativa esperito dal sig. Luigi Maestri, avverso il rilascio di autorizzazione ad alcuni supermercati alimentari di Ascoli Piceno per la vendita dei sali commestibili.

(1441)

MINISTERO DELLE FINANZE

Prelievi all'esportazione nel settore dei cereali applicabili dal 19 ottobre 1973 al 25 ottobre 1973 a norma del regolamento (CEE) n. 2839/73

(in lire italiane per tonnellata metrica)

Numero della tariffa	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Dal 19-10-1973 al 25-10-1973
ex 10.01-A	Frumento tenero e frumento segalato, con esclusione delle sementi ufficialmente certificate (1)	28.125,00
11.01-C	Farina d'orzo	5.250,00
11.02-A-III	Semole e semolini d'orzo	5.250,00
11.02-B-I-a-1	Cereali mondati, decorticati o pilati, d'orzo	5.250,00
11.02-B-I-b-1	Cereali mondati e tagliati o spezzati detti « grutze » o « grutten », d'orzo	5.250,00
11.02-B-II-a	Cereali mondati, decorticati o pilati anche tagliati o spezzati di frumento	41.562,50
11.02-C-I	Cereali perlati di frumento	43.750,00
11.02-C-III	Cereali perlati d'orzo	5.250,00
11.02-D-I	Cereali soltanto spezzati di frumento	31.875,00
11.02-D-III	Cereali soltanto spezzati d'orzo	3.825,00
11.02-E-I-a-1	Cereali schiacciati d'orzo	3.825,00
11.02-E-I-b-1	Fiocchi d'orzo	5.250,00
11.02-E-II-a	Cereali schiacciati, fiocchi, di frumento	43.750,00
11.02-F-I	Agglomerati, pellets, di frumento	31.875,00
11.02-F-III	Agglomerati, pellets, d'orzo	3.825,00
11.02-G-I	Germi, anche sfarinati, di frumento	7.812,50
11.07-A-I-a	Malto non torrefatto di frumento presentato sotto forma di farina	55.625,00
11.07-A-I-b	Malto non torrefatto di frumento presentato sotto forma diversa dalla farina	41.562,50
11.07-A-II-a	Malto non torrefatto, altro, presentato sotto forma di farina	6.675,00
11.07-A-II-b	Malto non torrefatto, altro, presentato sotto forma diversa dalla farina	4.987,50
11.07-B	Malto torrefatto	5.812,50
23.02-A-I-a	Crusche, ecc. di granturco o di riso, aventi tenore amido inferiore o uguale a 35 % in peso	2.800,00
23.02-A-I-b-1	Crusche, ecc. di granturco o di riso, altri, aventi tenore amido superiore a 35 % e inferiore o uguale a 45 % in peso, ecc.	2.800,00
23.02-A-I-b-2	Crusche, ecc. di granturco o di riso, altri, non nominati	2.800,00
23.02-A-II-a	Crusche, ecc. di cereali diversi dal granturco o dal riso, aventi tenore amido inferiore o uguale a 28 %, ecc.	2.800,00
23.02-A-II-b	Crusche, ecc. di cereali diversi dal granturco e dal riso, altri	2.800,00

(1) S'intende per sementi ufficialmente certificate, le sementi contenute negli imballaggi ufficialmente chiusi e ufficialmente contrassegnati come « sementi di base » o « sementi certificate della prima riproduzione » o « sementi certificate della seconda riproduzione ».

(1483)

MINISTERO DELLE FINANZE

Prelievi all'esportazione di olio di oliva verso i Paesi terzi e la Grecia applicabili dal 1° settembre 1973 al 30 settembre 1973, a norma dei regolamenti (CEE) n. 2379/73, n. 2421/73, n. 2453/73, n. 2512/73 e n. 2576/73

(in lire italiane per 100 kg netti)

Numero della tariffa	Statistica codice	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Prelievo	
			dall'1-9-1973 al 23-9-1973	dal 24-9-1973 al 30-9-1973
15.07		Oli vegetali fissi, fluidi o concreti, greggi, depurati o raffinati:		
		A. Olio di oliva:		
		I. che ha subìto un processo di raffinazione:		
	ex 15.07-010 15.07-020	a. ottenuto dalla raffinazione di olio di oliva vergine, anche mescolato con olio di oliva vergine	14.766,25 (*a*)	14.038,75 (*a*)
	ex 15.07-030 15.07-040	b. altro	19.821,88 (*a*)	18.845,00 (*a*)
	ex 15.07-061 15.07-065 ex 15.07-070 15.07-080	II. altro	13.303,13 (*a*)	12.647,50 (*a*)

(*a*) E' applicabile soltanto all'olio di oliva presentato in imballaggi immediati di un contenuto netto superiore a 5 kg.

(1328)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Passaggio dal demanio al patrimonio dello Stato di terreno in comune di Tregnago

Con decreto 9 aprile 1973, n. 563, del Ministro per i lavori pubblici di concerto con il Ministro per le finanze è stato disposto il passaggio dal demanio al patrimonio dello Stato di terreno lungo il torrente Progno d'Illasi in comune di Tregnago (Verona) segnato nel catasto del comune medesimo, Sezione *A*, al foglio n. XVII, mappale 6 1/2 della superficie di mq. 6.000, ed indicato nello schizzo planimetrico rilasciato il 2 dicembre 1971 in scala 1:2000 dall'ufficio tecnico erariale di Verona; schizzo planimetrico che fa parte integrante del decreto stesso.

(1588)

REGIONE LIGURIA

Approvazione del piano di zona del comune di Taggia

Con decreto del presidente della giunta regionale n. 17 in data 17 gennaio 1974 è stato approvato il piano delle aree da destinare all'edilizia economica e popolare del comune di Taggia (Imperia).

Copia del suddetto decreto e degli atti allegati sarà depositata nella segreteria del comune a libera visione del pubblico.

Dell'eseguito deposito verrà data notizia ai proprietari interessati nella forma delle citazioni ai sensi dell'art. 8 della legge 18 aprile 1962, n. 167, e successive modificazioni.

(1526)

REGIONE PUGLIA

Approvazione del piano regolatore generale e del regolamento edilizio del comune di Margherita di Savoia

Con decreto del presidente della giunta regionale n. 1 in data 4 gennaio 1974 è stato approvato, ai sensi degli articoli 10 e 36 della legge urbanistica 17 agosto 1942, n. 1150, modificato ed integrato dalla legge 6 agosto 1967, n. 765, il piano regolatore generale ed il regolamento edilizio del comune di Margherita di Savoia (Foggia).

(1590)

REGIONE EMILIA-ROMAGNA

Approvazione del piano regolatore generale del comune di Ozzano dell'Emilia

Con delibera della giunta regionale n. 2652 in data 27 dicembre 1973 (controllata senza rilievi dalla commissione di controllo sulla amministrazione della regione Emilia-Romagna con atto n. 164/264 nella seduta del 29 gennaio 1974) è stato approvato il piano regolatore generale del comune di Ozzano dell'Emilia (Bologna) adottato con deliberazione consiliare n. 75 in data 2 ottobre 1968.

A tale delibera è stata data esecuzione con decreto n. 56 in data 13 febbraio 1974 a firma dell'assessore all'assetto del territorio, all'edilizia ed ai trasporti.

Copia di tale delibera, del decreto e degli atti tecnici relativi, muniti del visto di conformità all'originale, saranno depositati a libera visione del pubblico a termini dell'art. 10, comma sesto, della legge 17 agosto 1942, n. 1150, e successive modificazioni ed integrazioni.

(1636)

Approvazione del piano di zona del comune di Soliera

Con decreto del presidente della regione Emilia-Romagna n. 115 del 28 gennaio 1974 è stato approvato il piano per la acquisizione di aree fabbricabili per l'edilizia economica e popolare, adottato dal comune di Soliera (Modena) con deliberazione n. 189 del 22 dicembre 1971.

Copia di tale decreto e degli atti che ne formano parte integrante, muniti del visto di conformità all'originale, sarà depositata negli uffici comunali a libera visione del pubblico a termini dell'art. 8 della legge 18 aprile 1962, n. 167.

(1527)

Approvazione del piano di zona del comune di Poviglio

Con decreto del presidente della regione Emilia-Romagna n. 124 del 28 gennaio 1974 è stato approvato il piano per la acquisizione di aree fabbricabili per l'edilizia economica e popolare, adottato dal comune di Poviglio (Reggio Emilia) con deliberazione n. 38 del 5 aprile 1971.

Copia di tale decreto e degli atti che ne formano parte integrante, muniti del visto di conformità all'originale, sarà depositata negli uffici comunali a libera visione del pubblico a termini dell'art. 8 della legge 18 aprile 1962, n. 167.

(1528)

REGIONE BASILICATA

Approvazione del piano di zona del comune di Pomarico

Con decreto del presidente della giunta regionale della Basilicata n. 89 del 3 novembre 1972 è stato approvato il piano delle aree per l'edilizia economica e popolare adottato dal comune di Pomarico (Matera) con deliberazione n. 45 dell'8 luglio 1972.

Copia di tale decreto e degli atti che ne formano parte integrante, muniti del visto di conformità all'originale, è depositata negli uffici comunali a libera visione del pubblico a termini dell'art. 8 della legge 18 aprile 1962, n. 167.

(1469)

REGIONE LOMBARDIA

Approvazione del piano regolatore generale del comune di Torre de' Roveri

Con deliberazione della giunta regionale della Lombardia in data 16 ottobre 1973, n. 5287, resa esecutiva ai sensi di legge, è stato approvato il piano regolatore generale del comune di Torre de' Roveri (Bergamo), adottato con deliberazione consiliare n. 45 del 27 dicembre 1971.

Con la stessa deliberazione sono state approvate le modifiche, di cui alle deliberazioni consiliari numeri 12, 13, 14, 15, 16, 17 in data 26 maggio 1972, conseguenti al totale o parziale accoglimento di parte delle osservazioni presentate al piano regolatore generale.

(1455)

Variante al piano di zona del comune di Cuggiono

Con deliberazione della giunta regionale della Lombardia in data 25 settembre 1973, n. 5113, resa esecutiva ai sensi di legge, è stata approvata una variante al piano delle zone da destinare all'edilizia economica e popolare del comune di Cuggiono (Milano).

Copia di tale deliberazione, con gli atti allegati, sarà depositata nella segreteria del predetto comune, a libera visione del pubblico.

Dell'eseguito deposito verrà data notizia ai proprietari interessati, nella forma delle citazioni, ai sensi dell'art. 8 della legge 18 aprile 1962, n. 167, e successive modificazioni.

(1451)

Variante al piano di zona del comune di Cornate d'Adda

Con deliberazione della giunta regionale della Lombardia in data 23 ottobre 1973, n. 5388, resa esecutiva ai sensi di legge, è stata approvata una variante al piano delle zone da destinare all'edilizia economica e popolare del comune di Cornate d'Adda (Milano).

Copia di tale deliberazione, con gli atti allegati, sarà depositata nella segreteria del predetto comune, a libera visione del pubblico.

Dell'eseguito deposito verrà data notizia ai proprietari interessati, nella forma delle citazioni, ai sensi dell'art. 8 della legge 18 aprile 1962, n. 167, e successive modificazioni.

(1452)

Variante al piano di zona del comune di Arosio

Con deliberazione della giunta regionale della Lombardia in data 9 ottobre 1973, n. 5242, resa esecutiva ai sensi di legge, è stata approvata una variante al piano delle zone da destinare all'edilizia economica e popolare del comune di Arosio (Como).

Copia di tale deliberazione, con gli atti allegati, sarà depositata nella segreteria del predetto comune, a libera visione del pubblico.

Dell'eseguito deposito verrà data notizia ai proprietari interessati, nella forma delle citazioni, ai sensi dell'art. 8 della legge 18 aprile 1962, n. 167, e successive modificazioni.

(1453)

COMMISSARIATO DEL GOVERNO PER LA PROVINCIA DI TRENTO

Ripristino di cognome nella forma originaria

IL COMMISSARIO DEL GOVERNO

Vista la domanda presentata in data 14 maggio 1973 dal sig. Prosseri Gino di Mansueto per ottenere la restituzione del cognome nella forma originaria di Prosser;

Vista la revoca precedentemente adottata in favore del fratello dell'istante a nome Prosser Giovanni, con decreto commissariale n. 3691/Gab. del 27 luglio 1966;

Ritenuta la opportunità di accogliere la domanda anzidetta;

Visto l'art. 2 del regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17 ed il decreto ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del citato regio decreto-legge n. 17;

Visto il decreto del prefetto di Trento del 31 agosto 1927, n. 9246/Gab., con cui al sig. Mansueto Prosser, nato a Calliano (Trento) il 25 dicembre 1891, venne accordata la riduzione del cognome nella forma italiana di Prosseri;

Vista la lettera della Presidenza del Consiglio dei Ministri in data 20 aprile 1946, n. 67602/36435/19;

Visto l'art. 87 del testo unificato delle leggi sullo statuto speciale per il Trentino-Alto Adige, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 31 agosto 1972, n. 670;

Decreta:

Il decreto del prefetto di Trento del 31 agosto 1927, numero 9246/Gab., è revocato a decorrere dalla data del presente decreto.

Per effetto di tale revoca viene ripristinato nella forma originaria di Prosser il cognome del sig. Prosseri Gino di Mansueto, nato a Besenello (Trento) il 19 febbraio 1929 in atto residente a Merano.

Il presente decreto, a cura del sindaco di Merano, sarà notificato al sig. Prosser Gino; saranno, altresì, attuati tutti gli altri provvedimenti previsti dai paragrafi IV e V delle istruzioni ministeriali anzidette.

Trento, addì 11 febbraio 1974

Il commissario del Governo: BIANCO

(1450)

PREFETTURA DI GORIZIA

Ripristino di cognome nella forma originaria

IL PREFETTO

Vista la domanda della sig.na Cescutti Metoda intesa ad ottenere la restituzione del proprio cognome, ridotto in forma italiana alla famiglia della predetta con decreto prefettizio di data 27 maggio 1931, n. 45/63-I, nella forma originaria e precisamente da Cescutti a Češčut;

Visto il regio decreto 10 gennaio 1926, n. 17, sulla restituzione in forma italiana dei cognomi delle famiglie della Venezia Tridentina;

Visto il decreto ministeriale 5 agosto 1926 per la esecuzione del decreto anzidetto;

Visto il regio decreto 7 aprile 1927, n. 494, che estende a tutti i territori delle nuove province le disposizioni contenute nelle norme citate;

Vista la nota del Ministero dell'interno 24 giugno 1948, n. 8300.11;

Decreta:

E' modificato il decreto prefettizio datato 27 maggio 1931, n. 45/63-I, nel senso che il cognome della sig.na Cescutti Metoda di Francesco e di Bregant Anna, nata a Savogna d'Isonzo il 29 settembre 1944 e residente a Savogna d'Isonzo è restituito a tutti gli effetti di legge nella forma originaria di Češčut.

Il presente decreto, a cura dell'autorità comunale di Savogna d'Isonzo, sarà notificato all'interessata ed avrà ogni altra esecuzione secondo le norme di legge.

Gorizia, addì 29 gennaio 1974

Il prefetto: LAROSA

(1389)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELL'INTERNO

Graduatoria dei candidati al concorso al posto di segretario generale di 1ª classe vacante nella provincia di Potenza

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Visto il bando di concorso in data 10 maggio 1973 per il conferimento del posto di segretario generale di 1ª classe vacante nella provincia di Potenza;

Visto il decreto ministeriale in data 21 gennaio 1974 con il quale è stata costituita la commissione giudicatrice di detto concorso;

Vista la graduatoria di merito formata dalla commissione stessa e riconosciuta la regolarità del procedimento del concorso;

Viste le leggi 17 febbraio 1968, n. 107; 8 giugno 1962, n. 604; 9 agosto 1954, n. 748; 27 giugno 1942, n. 851 e il decreto del Presidente della Repubblica 23 giugno 1972, n. 749;

Decreta:

E' approvata la graduatoria dei candidati al concorso al posto di segretario generale di 1ª classe vacante nella provincia di Potenza, nell'ordine appresso indicato:

1. Garzia dott. Ettore . . . punti 85,90 su 132
2. Genoviva dott. Giovanni . . . » 84— »
3. Marino dott. Oreste . . . . . » 78— »
4. Tollis dott. Aldo . » 76,86 »
5. Mistretta dott. Francesco . . . . » 76— »
6. Maiorano dott. Luciano . » 75,04 »
7. Di Giovine dott. Gaetano . . . » 73,18 »
8. Piizzi dott. Tommaso . . » 72,77 »
9. Pasquale dott. Giusto . . . . . » 71,50 »
10. Salzano dott. Antonio . . . » 71,25 »
11. Grenzi dott. Massimiliano . » 70,88 »
12. Pettinicchio dott. Matteo . . » 70,50 »
13. Mignone dott. Pasquale . . . . » 70,18 »
14. Maiorana dott. Giulio . . » 68,80 »
15. Avena dott. Rocco . . . . » 68,63 »
16. Mele dott. Marcello . . . » 68,50 »
17. Zerbinati dott. Guerrino . . . . » 67,92 »
18. Gerardi dott. Antonio . » 67— »
19. Lo Valvo dott. Guido . . . » 64,54 »
20. Dedoni dott. Livio . . . » 62,50 »
21. Ghisu dott. Elio . . . . . » 62,25 »

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 11 febbraio 1974

p. *Il Ministro*: Russo

(1592)

Graduatoria dei candidati al concorso al posto di segretario generale di classe 1ª/B vacante nel comune di Rimini

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Visto il bando di concorso in data 10 maggio 1973 per il conferimento del posto di segretario generale di classe 1ª/*B* vacante nel comune di Rimini;

Visto il decreto ministeriale in data 20 gennaio 1974 con il quale è stata costituita la commissione giudicatrice di detto concorso;

Vista la graduatoria formata dalla commissione stessa e riconosciuta la regolarità del procedimento del concorso;

Viste le leggi 17 febbraio 1968, n. 107; 8 giugno 1962, n. 604; 9 agosto 1954, n. 748; 27 giugno 1942, n. 851 e il decreto del Presidente della Repubblica 23 giugno 1972, n. 749;

Decreta:

E' approvata la graduatoria dei candidati al concorso al posto di segretario generale di classe 1ª/*B* vacante nel comune di Rimini, nell'ordine appresso indicato:

1. Pieschi dott. Antonio . . . . punti 87,45 su 132
2. Ioli dott. Giovanni . . . . » 84,40 »
3. Lugli dott. Giuseppe . . » 84,21 »
4. Rava dott. Beniamino . . . . » 81,42 »
5. Fiorentin dott. Antonio . . . . punti 79,78 su 132
6. Tollis dott. Aldo . . . . . » 78,40 »
7. Scandaliato dott. Gaspare . . . » 77,63 »
8. Antinori dott. Giovanni . . . . » 75,06 »
9. Suglia dott. Nicola . . . . . » 74,77 »
10. Piizzi dott. Tommaso . . . . » 73,93 »
11. Pasquale dott. Giusto . . . . » 73,68 »
12. Genovese dott. Giuseppe . . . » 72,04 »
13. Salzano dott. Antonio . . . . » 71,75 »
14. Bruschi dott. Vinicio . . . . » 71,64 »
15. Zerbinati dott. Guerrino . . . » 71,52 »
16. Mignone dott. Pasquale . . . » 71,34 »
17. Ventura dott. Arnaldo . . . . » 69,79 »
18. Maiorana dott. Giulio . . . . » 69,60 »
19. Gerardi dott. Antonio . . . . » 68,85 »
20. Sevieri dott. Enzo . . . . . » 67,82 »
21. Orlando Zon dott. Italo . . . » 67,43 »
22. Ghisu dott. Elio . . . . . » 63,58 »
23. Dedoni dott. Livio . . . . . » 62,66 »
24. Lovalvo dott. Guido . . . . » 58,37 »
25. Pace dott. Antonino . . . . » 57,50 »

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 18 febbraio 1974

p. *Il Ministro*: Russo

(1596)

MINISTERO DELLA DIFESA

Graduatoria di merito dei vincitori del concorso, per esami, per la nomina di otto guardiamarina (CP) in servizio permanente effettivo, ruolo normale.

IL MINISTRO PER LA DIFESA
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER LA MARINA MERCANTILE

Vista la legge 8 luglio 1926, n. 1178, e successive modificazioni;

Visto il decreto interministeriale in data 31 marzo 1973, registrato alla Corte dei conti il 26 aprile 1973, registro n. 11 Difesa, foglio n. 228, con il quale è stato bandito il concorso per esami, a otto posti di sottotenente, ora guardiamarina (CP) in servizio permanente effettivo, ruolo normale, nel Corpo delle capitanerie di porto;

Visto il decreto interministeriale 15 giugno 1973, registrato alla Corte dei conti il 9 agosto 1973, registro n. 20 Difesa, foglio n. 348, con il quale è stata nominata la commissione giudicatrice del concorso predetto;

Visto il risultato degli esami e riconosciutane la regolarità;

Decreta:

Art. 1.

E' approvata la seguente graduatoria dei candidati dichiarati idonei nel concorso, per esami, a otto posti di sottotenente, ora guardiamarina (CP) in servizio permanente effettivo, ruolo normale, nel Corpo delle capitanerie di porto di cui al decreto interministeriale 31 marzo 1973, citato nelle premesse, sotto condizioni dell'accertamento dei requisiti prescritti:

1. Cattarozzi Mauro . . . . punti 12,81
2. Storaci Giovanni . . . . » 12,74
3. Simani Alessandro . . . . » 11,40
4. Mastroianni Salvatore . . . . . . » 11,14

Art. 2.

I predetti candidati sono, pertanto, dichiarati vincitori secondo l'ordine suindicato.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 25 settembre 1973

Il Ministro per la difesa
TANASSI

Il Ministro per la marina mercantile
PIERACCINI

Registrato alla Corte dei conti, addì 29 gennaio 1974
Registro n. 3 Difesa, foglio n. 129

(1643)

REGIONE MOLISE

Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Campobasso

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

Visto il decreto n. 4114 in data 1° ottobre 1971 con cui il medico provinciale di Campobasso ha provveduto a bandire pubblico concorso, per titoli ed esami, per il conferimento di posti di medico condotto vacanti in provincia di Campobasso al 30 novembre 1970;

Ritenuto di dover provvedere alla costituzione della commissione giudicatrice del concorso medesimo;

Viste le proposte e le designazioni pervenute;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Viste le leggi 23 ottobre 1963, n. 2211 e 8 marzo 1968, n. 220;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 14 gennaio 1972, n. 4;

Visti gli articoli 3 e 10 della legge regionale 22 maggio 1973, n. 7;

Su proposta dell'assessore regionale alla sanità;

Decreta:

La commissione giudicatrice del concorso di cui in premessa è costituita come segue:

Presidente:

D'Alba dott. Biagio, direttore di divisione in servizio presso il Ministero della sanità.

Componenti:

Cimmino dott. Armando, direttore di sezione in servizio presso la prefettura di Campobasso;

Celano prof. dott. Giuseppe, medico provinciale capo in servizio presso il Ministero della sanità;

Grifi prof. dott. Mario, primario chirurgo presso l'ente ospedaliero « A. Cardarelli » di Campobasso;

De Palma dott. Vito, primario ostetrico presso l'ente ospedaliero « S. Timoteo » di Termoli;

Fazio dott. Attilio, medico condotto.

Segretario:

Prozzo dott. Gerardo, consigliere.

La commissione inizierà le prove di esame, in Campobasso, non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nel « Bollettino Ufficiale » degli atti ufficiali della regione Molise.

Il presente decreto verrà inoltre affisso, per otto giorni consecutivi, all'albo dell'ufficio del medico provinciale di Campobasso, della prefettura e dei comuni interessati.

Il presente decreto sarà pubblicato nel « Bollettino Ufficiale » degli atti della Regione.

Campobasso, addì 26 giugno 1973

Il presidente: D'Uva

(1540)

Sostituzione di un componente la commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Campobasso.

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

Visto il proprio precedente decreto n. 147 del 26 giugno 1973 con cui è stata costituita la commissione giudicatrice del concorso per il conferimento di posti di medico condotto vacanti in provincia di Campobasso al 30 novembre 1970;

Vista la nota telegrafica n. 500 E.V. del 17 gennaio 1974 con cui il Ministero della sanità designa, quale componente, il dottor Ennio Prozzo, in sostituzione del dott. Giuseppe Celano;

Ritenuto, pertanto, di dover provvedere alla sostituzione medesima;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 14 gennaio 1972, n. 4;

Vista la legge regionale 22 maggio 1973, n. 7;

Decreta:

Il dott. Ennio Prozzo, medico provinciale capo in servizio presso il Ministero della sanità è nominato componente della commissione giudicatrice del concorso in premessa citato in sostituzione del dott. Giuseppe Celano.

La commissione inizierà le prove di esame non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nel « Bollettino Ufficiale » degli atti della regione Molise.

Il presente decreto, che per estratto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, verrà inoltre affisso, per otto giorni consecutivi, all'albo dell'ufficio del medico provinciale di Campobasso, della prefettura e dei comuni interessati.

Campobasso, addì 1° febbraio 1974

Il presidente: D'Uva

(1541)

PROVINCIA DI TRENTO

Graduatoria degli idonei del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Trento

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA PROVINCIALE

Vista la deliberazione della giunta provinciale n. 3705 del 27 luglio 1973, relativa all'approvazione della graduatoria dei vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Trento al 30 novembre 1970;

Visto l'art. 9, n. 10, del testo unico delle leggi costituzionali concernenti lo statuto speciale per il Trentino-Alto Adige, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 31 agosto 1972, n. 670;

Decreta:

E' approvata la graduatoria di merito dei concorrenti risultati idonei nel concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Trento al 30 novembre 1970:

1. Camagna Giovanni	punti	51,2566	su 100
2. Tarolli Ivano	»	47,2000	»
3. Guerriero Mario	»	44,0017	»
4. Piraneo Alfredo	»	43,8815	»
5. Comincini Renato	»	43,2270	»
6. Conte Vincenzo	»	41,8092	»

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel « Bollettino Ufficiale » della regione Trentino-Alto Adige e, per otto giorni consecutivi, all'albo di questa amministrazione e dei comuni interessati.

Il presidente: Kessler

(1356)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI BOLOGNA

Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Bologna

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 70 prot. n. 7684 in data 5 dicembre 1972 con il quale è stato bandito pubblico concorso, per titoli ed esami, per il conferimento di posti di medico condotto vacanti in provincia di Bologna alla data del 30 novembre 1971;

Considerato che occorre provvedere alla nomina della commissione giudicatrice del concorso medesimo;

Viste le segnalazioni in merito fatte dall'assessore regionale alla sanità con foglio 61.3/6354 in data 9 gennaio 1974 e la proposta del locale ordine provinciale dei medici chirurghi numero 1557/MDP/cm in data 3 ottobre 1973;

Viste le segnalazioni di competenza dei comuni interessati relativamente al componente di cui alla lettera *d*) dell'art. 8 del decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211, su terna proposta dal locale ordine provinciale dei medici chirurghi ai sensi dell'articolo unico della legge 220 dell'8 marzo 1968;

Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, nonchè il decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854 e il decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 14 gennaio 1972, n. 4;

Viste le leggi regionali 11 ottobre 1972, n. 9, 12 marzo 1973, n. 16 e 20 novembre 1973, n. 6;

Decreta:

La commissione giudicatrice del pubblico concorso, per titoli ed esami, per il conferimento dei posti di medico condotto di cui alla premessa, è così costituita:

Presidente:

Martino dott. Antonio, in servizio presso la regione Emilia Romagna.

Componenti:

Cennamo prof. Mario, in servizio presso la regione Emilia Romagna;

Bellettini prof. Walter, primario medico dell'ospedale Malpighi, Bologna;

Brillanti prof. Felice, primario chirurgo dell'ospedale Maggiore, Bologna;

Buffa dott. Vincenzo, medico condotto di Ozzano della Emilia.

Segretario:

Grasso dott. Antonio, in servizio presso l'ufficio del medico provinciale di Bologna.

La commissione giudicatrice avrà la sua sede in Bologna e procederà all'espletamento delle prove d'esame non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Il presente decreto sarà pubblicato nei modi di legge.

Bologna, addì 23 gennaio 1974

Il medico provinciale: TANAS

(1475)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI PIACENZA

Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Piacenza

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 2797 del 23 luglio 1973, con il quale veniva bandito pubblico concorso, per titoli ed esami, a posti di medico condotto vacanti in provincia di Piacenza alla data 30 novembre 1972;

Ritenuto necessario provvedere alla nomina della commissione giudicatrice di esami;

Vista la nota n. 61.3/6249 del 4 febbraio 1974 della regione Emilia Romagna;

Viste le designazioni pervenute da parte dei comuni interessati;

Vista la legge n. 9 dell'11 ottobre 1972 della regione Emilia Romagna;

Vista la legge n. 16 del 12 marzo 1973 della regione Emilia Romagna;

Decreta:

La commissione giudicatrice del concorso indicato in premessa è costituita come appresso:

Presidente:

Giucastro dott. Sebastiano, della sezione decentrata del comitato di controllo di Piacenza.

Componenti:

Rettanni prof. Giuseppe, primario della 1ª divisione medica, ospedale civile di Piacenza;

Ruggeri prof. Emilio, primario in ostetricia e ginecologia, ospedale civile di Piacenza;

Roberti dott. Vincenzo, medico provinciale di Parma;

Bacciocchi dott. Almerico, medico condotto di Piacenza.

Segretario:

De Blasio dott. Pasquale, funzionario della carriera direttiva amministrativa in servizio presso l'ufficio del medico provinciale di Piacenza.

La commissione giudicatrice inizierà i lavori in Piacenza non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Piacenza, addì 13 febbraio 1974

Il medico provinciale incaricato: TASSI

(1474)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI SALERNO

Concorso per il conferimento di sedi farmaceutiche vacanti nella provincia di Salerno

IL MEDICO PROVINCIALE

Con decreto n. 20680 del 15 dicembre 1973 ha bandito il concorso per titoli ed esami per il conferimento delle seguenti sette farmacie rurali: Altavilla Silentina, frazione Cerrelli; Celle di Bulgheria, frazione Poderia; Eboli 6ª sede; Laurino; S. Marina, frazione Policastro; Tramonti 1ª sede; Vibonati, capoluogo; e sette sedi urbane: Altavilla Silentina, capoluogo; Angri 5ª sede; Battipaglia 7ª sede; Cava dei Tirreni 10ª sede; Padula 1ª sede; Salerno 13ª zona; Salerno 29ª zona. Termine per la presentazione delle domande all'ufficio del medico provinciale di Salerno: ore 12 del 28 febbraio 1974.

Salerno, addì 15 dicembre 1973

Il medico provinciale: MOLES

(1340)

REGIONI

REGIONE VENETO

LEGGE REGIONALE 25 gennaio 1974, n. 6.

Interventi finanziari straordinari nel settore delle autolinee di interesse regionale.

(*Pubblicata nel* Bollettino Ufficiale *della Regione n.* 4 *del* 30 *gennaio* 1974)

IL CONSIGLIO REGIONALE
HA APPROVATO

IL COMMISSARIO DEL GOVERNO
HA APPOSTO IL VISTO

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE
PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Ai fini di potenziare gli autoservizi pubblici di linea d'interesse regionale, con particolare riguardo alle esigenze degli studenti e dei lavoratori pendolari, la Regione veneta assegna i contributi straordinari previsti dagli articoli seguenti.

Art. 2.

L'amministrazione regionale è autorizzata a concedere contributi agli esercenti autoservizi ordinari di linea per viaggiatori di concessione regionale, entro il limite del venti per cento degli investimenti effettuati per il rinnovo ed il potenziamento del parco veicoli, con materiale nuovo di fabbrica da adibire alle autolinee d'interesse regionale.

Tali contributi possono raggiungere un massimo di L. 3 milioni per ciascun autobus e di L. 5 milioni per ciascun autosnodato, purchè immatricolati nell'anno 1973 o commissionati nel 1973 ed immatricolati entro il 20 dicembre 1974.

Quanto agli enti pubblici ed alle società a prevalente partecipazione pubblica, i contributi erogabili sono elevati al trenta per cento degli investimenti, fino ad un massimo di L. 5 milioni per ciascun autobus e di L. 7 milioni per ciascun autosnodato.

Art. 3.

Per assicurare la continuità dei servizi, il trasporto degli abbonati a tariffa ridotta ed il rinnovo del materiale rotabile a ciascun esercente di autolinee di interesse regionale possono essere concessi per l'anno 1973 i seguenti ulteriori contributi sulla base dei risultati dell'esercizio delle linee regionali entro i limiti di disavanzo, ritenuto ammissibile, di tutti i servizi di trasporto extraurbani, compresi quelli turistici e di noleggio:

a) un contributo pari al 65 per cento dei prodotti netti complessivi degli abbonamenti;

b) un contributo non superiore a L. 40 per autobus-km. delle linee ordinarie regionali.

Agli enti pubblici, alle aziende speciali di cui al testo unico approvato con regio decreto 15 ottobre 1925, n. 2578, ed alle società a prevalente partecipazione pubblica il contributo chilometrico può essere corrisposto nella misura massima di L. 60. Il contributo stesso può raggiungere la misura di lire 70, quando alle aziende private, aventi non più di 10 addetti ai servizi o percorrenze complessive di non più di 200.000 chilometri annui nella Regione, che esercitino linee a scarso traffico di viaggiatori, collegando località non servite da altre linee di trasporto per la relazione con le più vicine sedi di istituti scolastici, di stabilimenti industriali e di pubblici uffici.

L'erogazione del contributo di cui al punto *b*) del precedente primo comma, anche se nelle maggiori misure previste dal secondo comma, è vincolata al rinnovo od almeno alla ordinazione di nuovi veicoli nella misura di un ventesimo del parco della singola azienda — con arrotondamento all'unità superiore — e ciò entro il 30 giugno 1974; qualora le aziende non ottemperino in tutto od in parte a tale prescrizione, il contributo di cui sopra verrà ridotto di L. 25 per autobus-km. percorso, se tale rinnovo, od ordinazione, è stato nullo, od in proporzione nel caso di rinnovo od ordinazione parziale.

La somma come sopra dedotta potrà essere corrisposta soltanto dopo l'immissione in servizio dei veicoli nuovi, entro il termine massimo del 30 giugno 1975, in proporzione al numero dei veicoli stessi.

A richiesta degli interessati, sui contributi previsti dal presente articolo può essere corrisposto un acconto pari a lire 35 per autobus-km. di percorrenza delle linee ordinarie regionali purchè l'andamento economico dell'Azienda non presenti sostanziali mutamenti rispetto a quello risultante dalla istruttoria esperita per l'applicazione della legge 25 febbraio 1971, n. 94, per i contributi relativi all'anno 1970. In ogni altro caso, all'erogazione dei contributi si procede in una sola soluzione, dopo la presentazione dei bilanci aziendali per il 1973.

Qualora gli stanziamenti disposti per l'erogazione dei contributi previsti dal presente articolo risultino insufficienti, i contributi stessi vanno tutti assegnati in misura proporzionalmente ridotta; qualora invece dopo l'assegnazione dei contributi di cui ai commi precedenti risultino somme residue, queste sono destinate, nell'ordine ed entro i limiti del disavanzo di cui al primo comma del presente articolo:

a) all'aumento di un ulteriore dieci per cento del contributo, previsto al primo comma, lettera *a*), del presente articolo, dei prodotti netti degli abbonamenti;

b) all'aumento fino al massimo di lire venti per autobus-km. dei contributi di cui al primo comma, lettera *b*), e al secondo comma del presente articolo.

Art. 4.

Per beneficiare dei contributi previsti dalla presente legge, ferme restando eventuali condizioni di maggior favore, i richiedenti devono concedere agli studenti ed ai lavoratori dipendenti pendolari, entro sessanta giorni dall'entrata in vigore della presente legge, riduzioni sugli abbonamenti in misura non inferiore al 50 per cento della tariffa normale; la riduzione non può essere inferiore al 60 per cento, quando gli abbonamenti riguardino viaggiatori in partenza dalle zone che l'ordinamento vigente considera depresse.

Per gli studenti ed i lavoratori pendolari di cui al precedente comma, i beneficiari dei contributi regionali non possono imporre, pena la mancata assegnazione o la revoca dei contributi, limitazioni nel rilascio degli abbonamenti.

Art. 5.

Nell'assegnazione dei contributi non possono essere presi in considerazione gli autoservizi direttamente esercitati a totale carico del committente, nè quelli che già usufruiscono di altre sovvenzioni da parte della Regione o dello Stato.

Sono esclusi dai contributi i concessionari che al momento della erogazione degli stessi abbiano cessato l'esercizio di linee ammesse al contributo. Qualora all'atto dell'erogazione la titolarità della concessione risulti regolarmente trasferita ad un altro esercente, il contributo deve essere proporzionalmente suddiviso fra il cedente ed il cessionario.

Sono inoltre esclusi dall'erogazione quei concessionari che si trovino in una delle condizioni seguenti:

a) non abbiano assicurato la normale efficienza dei servizi in questione;

b) non abbiano rispettato il contratto di lavoro o la legislazione sociale in vigore;

c) abbiano esposto nelle loro domande, o nella documentazione allegata, dati di fatto non rispondenti a verità;

d) non abbiano adempiuto agli obblighi derivanti dallo art. 4 della presente legge;

e) abbiano sottratto al bilancio aziendale, mediante istituzione di aziende collaterali, entrate che incidano sui risultati di esercizio;

f) abbiano ceduto autolinee in subappalto.

Art. 6.

I termini di presentazione delle domande di contributo e la documentazione che le deve corredare sono determinati con decreto del presidente della giunta regionale.

La giunta regionale delibera, sentita la competente commissione consiliare, l'assegnazione degli acconti e la liquidazione finale di contributi che spettano ai vari richiedenti, escludendo motivatamente coloro che si trovino nelle condizioni indicate dall'art. 5.

L'erogazione dei contributi è disposta con decreto del presidente della giunta regionale.

Art. 7.

Per i contributi previsti dall'art. 2, è autorizzata la spesa di L. 300 milioni nell'esercizio 1973. Per i contributi previsti dall'art. 3, è autorizzata la spesa complessiva di L. 3 miliardi e 600 milioni, di cui 1 miliardo e 623 milioni nell'esercizio 1973 per la erogazione degli acconti e L. 1 miliardo e 977 milioni nell'esercizio 1974 per la corresponsione dei saldi.

Salve le distinazioni originarie, gli importi eventualmente non utilizzati nel 1973 potranno essere utilizzati nel successivo esercizio.

Art. 8.

Per provvedere alla copertura degli oneri derivanti dalla applicazione della presente legge sono disposte le seguenti variazioni di bilancio:

a) viene soppresso il capitolo 152 dello stato di previsione della spesa del bilancio per il 1973, avente come stanziamento L. 1 miliardo e 506 milioni;

b) viene ridotto di L. 117 milioni il capitolo 193 dello stato di previsione della spesa del bilancio per il 1973, la cui denominazione viene così modificata: « Contributo straordinario agli esercenti autoservizi di linea per viaggiatori extraurbani, per il potenziamento e il rinnovamento del materiale rotabile »;

c) è istituito il capitolo 152-*bis*, « Contributi agli esercenti di autolinee ordinarie di interesse regionale per rimborso degli oneri sociali relativi al trasporto studenti, operai ed impiegati », con uno stanziamento di L. 1 miliardo e 623 milioni.

Art. 9.

Gli oneri relativi all'esercizio 1973 sono imputati:

per i contributi di cui all'art. 2, pari a L. 300 milioni, al capitolo 193;

per gli acconti sui saldi di cui all'art. 3, a L. 1 miliardo e 623 milioni, al capitolo 152-*bis*.

Per l'esercizio 1974 agli oneri inerenti ai saldi sui contributi di cui all'art. 3 — pari a L. 1 miliardo e 977 milioni — si farà fronte mediante l'istituzione di un apposito capitolo nello stato di previsione della spesa del bilancio per il 1974, alimentato dalle maggiori entrate derivanti dalla tassa di circolazione, stante il disposto del secondo comma dell'art. 5 della legge regionale 17 gennaio 1972, n. 3, in applicazione dell'articolo 4 della legge 16 maggio 1970, n. 281.

La presente legge sarà pubblicata nel « Bollettino Ufficiale » della Regione veneta. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione veneta.

Data a Venezia, addì 25 gennaio 1974

TOMELLERI

LEGGE REGIONALE 25 gennaio 1974, n. 7.

Provvedimenti per favorire lo sviluppo dei « Consorzi-Fidi » tra i titolari di piccole imprese.

(*Pubblicata nel* Bollettino Ufficiale *della Regione n.* 4 *del* 30 *gennaio* 1974)

IL CONSIGLIO REGIONALE
HA APPROVATO

IL COMMISSARIO DEL GOVERNO
HA APPOSTO IL VISTO

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE
PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Per favorire l'evoluzione delle strutture ed attività a carattere artigianale secondo fini di produttività, in base all'art. 4 dello statuto del Veneto, la Regione è autorizzata a concedere contributi ai consorzi tra i titolari di piccole imprese operanti nell'ambito del proprio territorio, già costituiti o che si costituiranno entro sei mesi dalla entrata in vigore della presente legge con lo scopo di una mutua assistenza creditizia da conseguire mediante fidejussioni prestate a favore dei soci.

Art. 2.

Le provvidenze erogate secondo la presente legge sono da considerarsi come contributi a fondo perduto destinati ad incrementare i fondi di garanzia costituiti dai consorzi stessi.

Per la ripartizione fra i consorzi dei contributi stanziati dalla presente legge costituisce criterio di priorità la sussistenza di una o più delle seguenti condizioni:

1) elevata presenza tra le imprese consorziate di attività ad alta capacità di assorbimento di manodopera;

2) elevata presenza di imprese localizzate in aree depresse e montane;

3) alto rapporto fra numero di imprese consorziate e piccole imprese operanti nell'ambito della provincia;

4) elevata presenza di imprese che operano in modo rilevante sui mercati esteri.

Art. 3.

Le domande di contributo devono essere presentate al presidente della giunta regionale entro sei mesi dall'entrata in vigore della presente legge.

Alle domande di contributo devono essere allegate:

a) una copia dell'atto costituito e dello statuto del consorzio richiedente;

b) una copia della convenzione o del contratto preliminare stipulato dal consorzio stesso con l'istituto mutuante, dalla quale risulti l'ammontare del fondo costituito o da costituire per la prestazione delle fidejussioni;

c) una dichiarazione sottoscritta dal rappresentante del consorzio, con l'impegno di attenersi a quanto disposto dallo art. 2 della presente legge.

La concessione di contributi è subordinata all'approvazione dello statuto da parte della Regione.

Spetta alla giunta regionale l'esercizio della funzione di vigilanza sul funzionamento del consorzio, e, in particolare, sullo impiego dei fondi secondo la destinazione di cui all'art. 1.

In caso di accertata violazione delle norme statutarie la giunta revoca i contributi già assegnati o diffida il consorzio alla restituzione di quelli già erogati.

Art. 4.

Entro un mese dalla scadenza del termine di presentazione delle domande, la giunta regionale, accertata l'ammissibilità delle domande stesse e sentita la competente commissione consiliare, approva, sulla base dei criteri di priorità di cui all'art. 2 della presente legge, un piano di ripartizione dei contributi tra i singoli consorzi.

Art. 5.

Per l'attuazione della presente legge è autorizzata la spesa di L. 100 milioni.

Per l'esercizio finanziario 1973 la spesa farà capo al capitolo 182 del bilancio di previsione dell'esercizio medesimo.

Nel bilancio di spesa della Regione, esercizio 1973, viene istituito il nuovo cap. 180-*bis* denominato « Contributi per lo sviluppo dei consorzi-fidi tra i titolari di piccole imprese », con lo stanziamento di L. 100 milioni.

Per gli anni successivi, alla determinazione dei nuovi limiti di impegno, si provvederà con appositi provvedimenti legislativi.

Le somme stanziate ai sensi della presente legge e non utilizzate nell'esercizio di riferimento, nonchè quelle che si renderanno disponibili per effetto di revoca o di rinunzia dei contributi, saranno utilizzate negli esercizi successivi.

La presente legge sarà pubblicata nel « Bollettino Ufficiale » della Regione veneta. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione veneta.

Data a Venezia, addì 25 gennaio 1974

TOMELLERI

LEGGE REGIONALE 25 gennaio 1974, n. 8.

Contributi della Regione a favore di istituzioni di formazione professionale di interesse regionale.

(*Pubblicata nel* Bollettino Ufficiale *della Regione n.* 4 *del* 30 *gennaio* 1974)

IL CONSIGLIO REGIONALE
HA APPROVATO

IL COMMISSARIO DEL GOVERNO
HA APPOSTO IL VISTO

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE
PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Al fine di favorire lo svolgimento delle attività e dei programmi delle sottoelencate istituzioni e in attesa dell'emanazione della legge di riordino del settore della formazione professionale, è autorizzata, per gli anni 1973, 1974 e 1975, la concessione di un contributo annuo dell'importo a fianco di ciascuna istituzione indicato:

Scuola superiore di servizio sociale di Padova	L. 25.000.000
Scuola superiore di servizio sociale di Venezia	» 25.000.000
Scuola superiore di servizio sociale di Verona	» 25.000.000

Art. 2.

I contributi di cui al precedente articolo sono erogati, anche in unica soluzione, con decreto del presidente della Regione.

Art. 3.

E' fatto obbligo alle istituzioni beneficiarie di presentare entro il 31 marzo di ogni anno, il conto consuntivo dell'anno precedente e una particolareggiata relazione sull'impiego del contributo e sulle attività svolte.

Art. 4.

Nello stato di previsione della spesa del bilancio regionale per l'esercizio finanziario 1973 al titolo I - spese correnti - sezione V - Azioni e interventi nel campo della istruzione e della cultura, sono istituiti i seguenti capitoli:

159-*bis*, con la denominazione « contributo a favore della Scuola superiore di servizio sociale di Padova »;

159-*ter*, con la denominazione « contributo a favore della Scuola superiore di servizio sociale di Venezia »;

159-*quater*, con la denominazione « contributo a favore della Scuola superiore di servizio sociale di Verona »;

ciascuno con lo stanziamento di L. 25.000.000.

A favore di detti capitoli si provvede mediante storno di L. 60.000.000 dal cap. 206 e L. 15.000.000 dal cap. 242 dello stato di previsione della spesa del bilancio regionale per l'esercizio finanziario 1973.

L'onere di cui alla presente legge farà carico per gli anni 1974 e 1975 sui corrispondenti capitoli di bilancio dei relativi esercizi.

Le somme stanziate annualmente ai sensi della presente legge e non utilizzate nell'esercizio di riferimento saranno utilizzate negli esercizi successivi.

La presente legge sarà pubblicata nel « Bollettino Ufficiale » della Regione veneta. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione veneta.

Data a Venezia, addì 25 gennaio 1974

TOMELLERI

LEGGE REGIONALE 25 gennaio 1974, n. 9.

Contributi della Regione a favore della fondazione Querini-Stampalia di Venezia.

(*Pubblicata nel* Bollettino Ufficiale *della Regione n.* 4 *del* 30 *gennaio* 1974)

IL CONSIGLIO REGIONALE

HA APPROVATO

IL COMMISSARIO DEL GOVERNO

HA APPOSTO IL VISTO

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Al fine di sviluppare un programma di attività volto ad attuare un sistema bibliotecario a servizio delle popolazioni di Venezia e delle isole della laguna veneta, è autorizzata la concessione a favore della fondazione Querini-Stampalia, per gli anni 1973, 1974 e 1975, di un contributo annuo dell'importo di L. 25 milioni.

Art. 2.

Il contributo viene erogato, anche in unica soluzione, con decreto del presidente della Regione, previa presentazione da parte dell'ente beneficiario di un programma di iniziative da realizzare per il conseguimento delle finalità di cui al precedente articolo.

Art. 3.

E' fatto obbligo all'ente beneficiario di presentare, entro il 31 marzo di ogni anno, una particolareggiata relazione sullo impiego del contributo e sull'attività svolta.

Art. 4.

Nello stato di previsione della spesa del bilancio regionale per l'esercizio finanziario 1973 al titolo I - spese correnti - sezione V - Azioni e interventi nel campo della istruzione e della cultura è istituito il cap. 159 quinquies - con la denominazione « contributo a favore della fondazione Querini-Stampalia di Venezia » e con lo stanziamento di L. 25 milioni.

A favore di detto capitolo si provvede mediante storno di L. 25 milioni dal cap. 242 dello stato di previsione della spesa del bilancio regionale per l'esercizio finanziario 1973.

L'onere di cui all'art. 1 della presente legge farà carico per gli anni 1974 e 1975 sul corrispondente capitolo di bilancio dei relativi esercizi.

La somma stanziata annualmente ai sensi della presente legge e non utilizzata nell'esercizio di riferimento sarà utilizzata negli esercizi successivi.

La presente legge sarà pubblicata nel « Bollettino Ufficiale » della Regione veneta. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione veneta.

Data a Venezia, addì 25 gennaio 1974

TOMELLERI

LEGGE REGIONALE 25 gennaio 1974, n. 10.

Norme per l'esercizio della emodialisi domiciliare.

(*Pubblicata nel* Bollettino Ufficiale *della Regione n.* 4 *del* 30 *gennaio* 1974)

IL CONSIGLIO REGIONALE

HA APPROVATO

IL COMMISSARIO DEL GOVERNO

HA APPOSTO IL VISTO

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Presso i servizi di emodialisi istituiti negli ospedali collegati con strutture nefrologiche universitarie, oppure dotati di divisioni di nefrologia o di strutture abilitate al trapianto di rene, è consentita l'organizzazione di corsi di addestramento per malati uremici cronici e loro partners, congiunti, familiari, terzi, per l'apprendimento delle tecniche necessarie alla esecuzione della dialisi domiciliare.

Successivamente detti corsi potranno essere istituiti anche negli ospedali dotati di servizio di emodialisi, che saranno indicati nel piano regionale ospedaliero.

Art. 2.

I pazienti e i partners riconosciuti idonei al termine del corso di addestramento possono eseguire, senza fini di lucro, dialisi a domicilio dell'uremico applicando le tecniche apprese al corso stesso.

Art. 3.

E' dato mandato alla giunta regionale di presentare al consiglio per l'approvazione, entro 90 giorni dall'entrata in vigore della presente legge, apposito regolamento diretto a disciplinare l'organizzazione dei corsi e quanto altro necessario per lo svolgimento della dialisi domiciliare nella Regione veneta.

La presente legge sarà pubblicata nel « Bollettino Ufficiale » della Regione veneta. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione veneta.

Data a Venezia, addì 25 gennaio 1974

TOMELLERI

(1398)

ANTONIO SESSA, *direttore* DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - S. (c. m. 411100740570)